THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 64 January 2017

Publication «CCIA-BML»

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

NOUS SOUHAITONS QUE 2017 REMPLISSE NOS COLONNES DE BONNES NOUVELLES!

Le temps des réformes

Mohamed Choucair

La réforme promise par le président Aoun n'est pas un vain mot, le gouvernement du président Hariri est une promesse d'application.

Il ne s'agit pas seulement de résoudre le problème des déchets, ou celui de l'électricité et de l'eau ; ni seulement de combattre la corruption ; il est indispensable de s'attaquer aux fondamentaux de l'économie. On avait l'habitude de dire : « La crise sera passagère car les fondamentaux sont bons ». Apparemment, ils ne le sont pas. On a longtemps cru qu'il suffisait d'assurer l'équilibre macroéconomique et la sécurité pour que la production reparte, et avec elle l'emploi. Il n'en est rien. La stabilité n'a pas engendré la productivité. La croissance, indicateur premier de bonne santé, a disparu ; le taux est désormais inférieur au taux net de natalité. Les prix sur un an connaissent un recul de 3%, on est en pleine déflation. Le déficit commercial se creuse, l'exportation connaît une baisse de 25%, la balance des paiements devient structurellement déficitaire.

▶▶

INDEX

P.07 Le gouvernement de l'espoir…

P.11 Jihad Azour, « une fierté pour le Liban »

P.25 The CCIAT-North Lebanon pays tribute to Nabil Itani

P03. Actu du mois
P05. 2016 : un tournant stratégique ?
P07. Le gouvernement de l'espoir…
P09. Jihad Azour, nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI
P11. Jihad Azour, « une fierté pour le Liban »
P13. Syrie : vers une relance des pourparlers de paix ?
P15. Structure et caractéristiques de la population active au Liban
P17. Périple réussi du Conseil d'affaires libano-brésilien au Brésil
P19. La 32e édition du Salon d'automne du musée Sursock
P21. Election of Rabih Sabra, Director General of CCIA-BML, in the General Council of World Chamber Federation
P23. LIVCD Project: A strategic vision to leverage recent innovations in Lebanon's table grapes production sector
P25. The CCIAT-North Lebanon pays tribute to IDAL's Chairman Nabil Itani
P27. End of the Year Holidays celebrated at Tripoli
P29. Lebanon Industry Value Chain Development Project Round table discussion
P31. Trade Credit Insurance
P33. Mawen Beitak Fair at Saida Chamber
P35. CEP@LAU Saida to empower local professional communities
P37. The Chamber in Zahle and the Bekaa: to help youth integration in the labour market
P37. Cooking Session Event
P39. The Lebanese-Italian Business Council
P41. Improving health care services: Three proposals
P43. Belarus Republic, a major economic destination
P45. Trade between Lebanon and China
P46. Lebanon in Figures
P47. Business Opportunities
P48. Exhibitions
P49. Conferences

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

À cela s'ajoute le déficit incohérent du budget. Incohérent car cela fait plus d'une décennie que l'on dépense sur la base du 12e provisoire, sans voter un budget, sans décider des priorités. Tout ce que l'on a dépensé l'année précédente est motif indiscutable de dépense, plus tout ce qui surgit du présent sous la loi de la nécessité, sans oublier la fragmentation du budget en dépenses ayant des revenus autonomes, même si depuis le temps elles ont perdu toute utilité. Imaginons un instant ce que représenterait en termes d'économies pour le pays le vote d'un budget cohérent qui respecte la loi de l'unicité de l'impôt.

Le chômage bat des records ; 25% d'après le ministère du Travail en l'absence problématique de statistiques ; 40% de chômage chez les jeunes. Les chiffres ont perdu toute signification. Le fait est qu'avec la cessation de nombreuses activités à emploi intensif, l'économie a perdu plus de postes de travail qu'elle n'en a créés. Le véritable drame est que la population active se limite actuellement au Liban à 45% de la tranche en âge de travailler. Le Liban s'est ouvert dans de telles conditions à la concurrence internationale face à des pays où la population active dépasse les 65%.

Le problème gagne en complexité avec la présence syrienne. Il faut se rendre à l'évidence, on ne peut empêcher les déplacés de travailler au Liban, on ne peut empêcher les entreprises de les embaucher. Ils ont toujours travaillé dans des secteurs boudés par les Libanais dont le niveau d'éducation donnait accès à de meilleures opportunités au Liban ou à l'étranger. Si leur présence gagne du terrain au détriment des Libanais, la politique économique du pays handicape infiniment plus les citoyens. Ce problème ne peut se résoudre par voie d'autorité mais de cohérence. Dans une conjoncture dynamique tout travail est source d'enrichissement. Il faut rationaliser la capacité de création d'emplois de l'économie libanaise.

Il est évident que la réforme doit commencer par là, remettre la population au travail et le pays à la production et au développement.

On peut énumérer un ensemble de mesures de nature à relancer l'investissement et l'emploi. Il y en aurait d'autres aussi. Comme elles peuvent être facilement paralysées par des mesures contradictoires et dévier de leur but. Il vaut mieux affirmer au départ le principe fondamental de la réforme économique : privilégier toute mesure qui favorise l'emploi et geler toute mesure qui le limite, et s'y tenir contre vents et marées.

Nous avons connu pendant des années une croissance sans développement, nous avons perdu la croissance et gagné l'éviction de la classe moyenne et la paupérisation de la population. Nous avons dépensé sans compter tout en jugulant l'inflation, nous avons fini par freiner la production et ruiner le commerce. Nous ne pouvons subir un déficit abyssal de la balance commerciale tout en gardant nos enfants dans le pays et en supportant le poids des déplacés syriens.

Les statistiques essentielles pour gérer l'économie du pays sont précisément celles qui nous manquent : l'évolution du chômage, de l'emploi et de la productivité sectorielle.

Le déficit budgétaire serait infiniment moins grave si l'économie retrouvait de la croissance et si le déficit était contenu par un vote du budget.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

Mohamed Choucair décoré de l'insigne de l'ordre de l'Amitié par la Russie

Mohamed Choucair a recu l'insigne de l'ordre de l'Amitié de la Russie en signe d'appréciation des efforts prodigués au service de l'économie libanaise et des relations économiques avec la Fédération. La décoration lui a été remise par l'ambassadeur de Russie au Liban, Alexander Zasypkin, en présence d'un parterre d'hommes d'État, de responsables politiques et du monde des affaires le 9 décembre dernier. Dans son allocution, le président de la Fédération des Chambres de commerce libanaises a notamment affirmé qu'il recevait cette distinction au nom de tous les entrepreneurs libanais, et en premier lieu de son père, Nizar Choucair, pour les efforts dépensés et les sacrifices consentis pour maintenir l'économie du pays à flot dans un environnement des plus rudes.

La diplomatie américaine invitée de Mohamed Choucair

Le président de la Fédération des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban a reçu la secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires du Proche-Orient, Anne Patterson, et l'ambassadrice des États-Unis au Liban, Elizabeth Richard, accompagnées de l'attaché économique près de l'ambassade américaine, Naaman Tayyar et d'autres diplomates. Cette rencontre s'est tenue en présence de Adnane Kassar et de représentants des organisations économiques, le 13 décembre dernier. Les échanges ont notamment porté sur les moyens de coopération entre les deux pays et les mesures que peuvent prendre les États-Unis pour soutenir l'économie libanaise. Ce fut aussi l'occasion d'un échange sincère où les responsables économiques ont eu le loisir d'exprimer leurs soucis quant à la situation actuelle liée au conflit syrien. Les relations privilégiées qui existent entre les États-Unis et le Liban permettent de croire que l'Amérique partage entièrement les préoccupations du Liban face à sa responsabilité énorme vis à vis des déplacés.

Élection du nouveau conseil d'administration de l'Association libanaise pour la qualité

L'Association libanaise pour la qualité a tenu son assemblée générale le 20 décembre dernier en présence de ses membres. Au cours de cette réunion plénière, elle a élu son nouveau conseil d'administration comme suit : Mohammed Fawaz (président), Rami Chidiac (vice-président), Maya Matar (secrétaire du conseil), Fadi Peter (trésorier), Mark Zeinoun (comptable). Le nouveau conseil tiendra sa première réunion le 5 janvier 2017 pour élaborer un plan et un programme d'action pour une amélioration de la qualité au Liban.

Bank Audi lance la nouvelle génération de solutions de paiement pour les chauffeurs de taxi

Dans la droite ligne de sa stratégie destinée à construire une société sans argent liquide au Liban, Bank Audi a lancé une nouvelle génération de solutions de paiement adressée aux chauffeurs de taxi au Liban. Cette dernière permet aux taxis d'accepter des paiements par MasterCard, Visa, PayPass et Paywave, offrant ainsi une flexibilité de paiement unique aux consommateurs, tout en leur évitant le risque de transporter de l'argent liquide. « Nous vivons à une époque où la technologie pousse de plus en plus d'entreprises à améliorer leurs services, et nous nous réjouissons de faire partie de ces innovations avec le lancement des « Wireless Taxi Terminals » (terminaux de paiement de taxi sans fil), a déclaré Randa Bdeir, la directrice du département des cartes et des solutions de paiement électroniques lors d'une conférence tenue le 13 décembre dernier. Dans une première étape, Bank Audi lance ce service avec Allo Taxi, Taxi Première, Charlie Taxi et Geryes Taxi qui seront rejoints par d'autres compagnies dans les prochains mois.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

La BDL lance un nouveau plan de relance pour 2017

La Banque du Liban va allouer, jusqu'au 15 octobre 2017, 1 500 milliards de livres libanaises (995 millions de dollars) de prêts subventionnés aux banques pour soutenir la demande interne. Il s'agit du cinquième plan de relance annuel de ce type depuis 2013. Les années précédentes, la BDL avait successivement consacré à ses plans de relance 1,47 milliard de dollars, 800 millions de dollars puis un milliard de dollars pour 2015 et 2016. Le mécanisme de ce programme, tel que défini par la circulaire intermédiaire n°444 émise le 12 novembre 2016, est également identique aux plans de relance antérieurs : la BDL alloue cette enveloppe de crédits en livres aux banques libanaises à un taux d'intérêt de 1%, à charge pour ces dernières de les employer à un taux maximal de 6%. Quelques 900 millions de livres (60% du total) au plus pourront être consacrés à des prêts au logement. Les banques pourront aussi financer dans ce cadre des projets dans les secteurs de l'industrie, de l'éducation, de la recherche et du développement. Les prêts subventionnés ne pourront cependant pas servir à refinancer ou à rembourser d'anciens prêts ni à financer l'acquisition de parts sociales ou de participations financières.

Actions au porteur : le ministère des Finances rappelle la loi

Le ministère sortant des Finances a appelé dans un communiqué publié le 1er décembre 2016 les sociétés libanaises à se conformer aux dispositions de la loi n°75 d'octobre dernier qui supprime les actions au porteur. Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, le 3 novembre, les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions ne peuvent plus émettre d'actions au porteur ou d'actions à ordre, rappelle le communiqué. Les sociétés qui ont émis ces types d'actions avant l'entrée en vigueur de la loi n°75 sont, elles, dans l'obligation de modifier leurs statuts en les transformant en actions nominatives. Les titulaires d'actions au porteur doivent procéder à leur changement en actions nominatives avant la première assemblée générale des actionnaires, dans un délai maximum d'un an après l'entrée en vigueur de la loi. Le ministère des Finances rappelle également que toute violation de ces dispositions exposera la société concernée à une amende équivalente à 50% de son capital.

Chute de 20,5% des nouvelles voitures immatriculées au Liban

جمعية مستوردي السيارات في لبنان
ASSOCIATION DES IMPORTATEURS D'AUTOMOBILES AU LIBAN

Dans un rapport publié parl'Association des importateurs d'automobiles au Liban (AIA) pour le mois de novembre 2016, on constate « qu'en dépit d'une campagne de promotion et de publicité agressive, le nombre de voitures neuves enregistrées en novembre 2016 a diminué de 20,5% par rapport à novembre 2015 et de 3,5% par rapport à octobre 2016 ». Cette situation, ajoute le président de l'AIA, « est due à la situation économique, politique et sécuritaire dramatique qui prévaut dans le pays et elle n'est pas en relation avec les énormes efforts entrepris par les importateurs de voitures pour maintenir leurs entreprises en vie ». L'on apprend aussi que « 90% des voitures immatriculées sont de petites voitures à prix de vente peu élevés (moins de 15 000 dollars). L'orientation du marché vers les petites voitures est due à l'absence d'un transport public adapté et structuré. Cela a conduit, en plus de la très forte concurrence entre les marques, à une baisse des bénéfices nets des entreprises des importateurs, sans mentionner l'impact négatif de la crise économique (augmentation des charges et des salaires, baisse du chiffre d'affaires) », ajoute Antoine Boukhater.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

2016 : un tournant stratégique ?

Frédéric Charillon[1]

L'année 2016 a été riche en événements déroutants : le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne (ou Brexit), la victoire électorale de Donald Trump aux États-Unis, un coup d'État manqué en Turquie... Ces événements inattendus viennent en réalité confirmer une tendance plus longue et sans doute inquiétante : le passage à vide stratégique des démocraties libérales occidentales. Si ce dernier se prolongeait, il constituerait un tournant de nature à changer pour longtemps la donne internationale.

Surprises et conséquences

Le choix britannique de quitter l'Union européenne étonne moins par le résultat lui-même (après des années d'euroscepticisme régulièrement entretenu par les élites du Royaume), que par l'incroyable risque politique pris par David Cameron. Ce vote a permis de mesurer deux choses : la facilité avec laquelle les populismes peuvent entraîner des décisions irrationnelles dans les démocraties occidentales ; l'impopularité de l'Union européenne auprès d'une grande partie de ses citoyens qui n'en voient plus les bénéfices économiques, la cohérence identitaire ni l'intérêt politique. Si ce Brexit (dont les modalités restent complexes) est pleinement mis en œuvre, l'Union perdra un élément important de son grand marché, son principal centre financier, et des analystes compétents au sein de ses instances. Le Royaume-Uni lui-même, désormais isolé, sera fragilisé dans sa politique étrangère.

Frédéric Charillon. © Jean-Jacques Chatard

L'élection de Donald Trump confirme cette force du populisme : on préfère, sans illusion, couronner un candidat hautement inquiétant, que cautionner un candidat perçu comme celui du « système ». Ce choix est lourd d'incertitudes; il en inquiète beaucoup, depuis les administrations américaines jusqu'aux alliés internationaux, en passant par les médias et certains rivaux géopolitiques (comme la Chine). Mais là était peut-être l'effet recherché. L'élection de Trump ferme la parenthèse Obama, marquée par le choix du multilatéralisme, de la prudence stratégique et de la main tendue aux ennemis consacrés (Iran, Cuba...). Elle marque – sans que l'on connaisse encore le degré de compétence de ceux qui l'incarneront – le retour des faucons, et d'une vision géoculturelle, occidentaliste, du monde. À l'inverse de Richard Nixon qui s'était rapproché de Pékin pour contrer Moscou en 1972, Trump pourrait se rapprocher de Poutine pour l'éloigner de la Chine, nouveau peer competitor.

D'autres événements majeurs sont intervenus. La poursuite des attentats terroristes (de la France

▶▶

[1] *Frédéric Charillon est professeur des Universités en science politique (Université de Clermont, Sciences Po, ENA, Université euro-méditerranéenne de Fès). Il a dirigé plusieurs think tanks au ministère français de la Défense (dont l'Institut de Recherches Stratégiques de l'École militaire) et publié de nombreux ouvrages sur les questions internationales (dont Les États-Unis dans le monde, CNRS Éditions, 2016, avec Célia Belin).*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

à la Turquie, mais principalement en Afrique, Moyen-Orient, Asie du Sud) ; la crispation autoritaire du régime de Recep Tayyip Erdogan en Turquie, à la suite d'un coup d'État militaire raté ; la descente aux enfers des systèmes politiques de l'Europe du sud (Espagne, Portugal, Italie...), de crises gouvernementales en référendums négatifs ; l'affirmation de l'influence chinoise en Asie du Sud-Est, aidée par des évolutions politiques elles aussi issues du populisme (l'élection de Rodrigo Duterte aux Philippines), etc. La plupart de ces événements épars convergent vers une confirmation : l'affaiblissement stratégique du monde occidental.

Confirmations et inquiétudes

La montée en puissance chinoise, à la fois financière, militaire et politique, était déjà effective depuis plusieurs années. Elle se mesure dans les investissements internationaux, les acquisitions de terres ou d'entreprises, l'autorité diplomatique de Pékin. Le retour de la puissance russe est plus purement militaire, et contrebalancée par des difficultés économiques internes (chute du prix du pétrole, sanctions qui ont suivi l'annexion de la Crimée en 2014). Elle n'en est pas moins importante : après des interventions en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2014, en Syrie en 2015, Vladimir Poutine s'est imposé en game changer, et fascine de nombreux acteurs politiques internationaux. Erdogan n'a pas attendu non plus 2016 pour faire part de ses choix autoritaires teintés d'une certaine tradition politico-religieuse ottomane. Tous trois sont en réalité dans une posture nationaliste, identitaire et autoritaire, que l'on retrouve ailleurs, de Netanyahou en Israël jusqu'en Amérique latine, en passant dans une moindre mesure par le Japon de Abe. Avec l'élection de Trump, et en attendant l'élection présidentielle française, cette posture devient, au moins provisoirement, dominante.

Première conséquence de cette situation, l'initiative internationale appartient pour l'heure à des discours durs. C'est de Moscou, d'Ankara, de Tel Aviv ou de Téhéran que l'on attend un geste, tandis que l'on n'attend plus de solutions de Washington, de Londres ni de Paris. Et Angela Merkel, à Berlin, apparaît bien seule pour maintenir une voix libérale. Ensuite, ces discours ne promeuvent ni le multilatéralisme, ni la gouvernance globale, ni l'ouverture. Sur le plan économique, leur impact finira donc par se faire sentir sur les échanges, de même que le coût des programmes de défense qu'ils prônent. Enfin, puisqu'ils apparaissent solides, ils entraînent avec eux d'autres acteurs, qui réclament leur protection comme jadis on recherchait celle de l'Amérique. Le rapprochement de l'Égypte de Sissi avec Damas (et donc Moscou et Téhéran), celle d'Ankara avec Moscou, n'en sont que quelques exemples.

Et le Moyen-Orient ?

Le Moyen-Orient ne sortira pas indemne de cette évolution. Après des années de Pax Americana pesante mais infructueuse, Damas, Ankara et Téhéran apparaissent fin 2016 renforcés par les évolutions récentes. Le régime bassiste apparaît incontournable, même s'il n'existe plus qu'entre les mains de ses sauveurs russes et iraniens ; celui d'Erdogan sort consolidé des épreuves de force avec la rue puis l'armée, et se permet une mise au pas de la société et des institutions ; Téhéran voit son statut de puissance régionale renforcé. La prime à l'emploi de la force à l'extérieur ou de la répression à l'intérieur, a été confirmée en 2016, d'Alep jusqu'au Yémen en passant par le Caire. Les processus de paix ou de négociations sont désormais caduques, et la tentative française pour relancer le processus israélo-palestinien depuis juillet 2016 s'avoue elle-même désespérée.

La donne pourrait changer en 2017, si Trump opposait son propre politiquement incorrect à celui des discours autoritaires, ou si de nouveaux dirigeants européens reprenaient l'initiative à partir d'un noyau dur renforcé. Alors, en dépit des sympathies affichées ici ou là en Occident pour Vladimir Poutine, ou de l'indulgence exprimée pour le régime de Damas, le choc naturel des intérêts reprendra le dessus, et un nouveau front se constituera contre l'ensemble autoritaire et anti-libéral qui domine actuellement. À défaut, ce dernier aura de beaux jours devant lui.

Bienvenue à *ECONEWS*

Enregistrez-vous
et recevez gracieusement
votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le gouvernement de l'espoir…

« La politique est l'art du possible » Léon Gambetta

Marilyne Jallad

Après 45 jours de consultations parlementaires, le Premier ministre Saad Hariri a annoncé le 18 décembre dernier la mouture du premier gouvernement de la présidence de Michel Aoun. Des nouveautés comme un ministère d'État des Droits de l'homme, des Femmes ou encore de la Corruption ont vu le jour. 30 ministres et ministres d'État figurent au sein de ce cabinet. Toutes les formations politiques sont représentées à l'exception des Kataëb. À la veille de la nouvelle année et après deux ans et demi de vide à la tête de l'État, le temps n'est pas à la polémique mais à l'espoir d'une reprise de la vie institutionnelle et démocratique.

Saad Hariri a été désigné le 3 novembre dernier par le président Michel Aoun pour former un gouvernement, et c'est chose faite. Même si la formule de 30 ministres (24 ministres dont deux ministres d'État et six nouveaux ministres d'État), distribués à part égale entre chrétiens et musulmans fait déjà grincer des dents, les chancelleries ont aussitôt bien accueilli la nouvelle.

Accueil favorable des chancelleries françaises, européennes et appui de l'ONU

Dans un communiqué publié par l'ambassade de France au Liban, le ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Jean-Marc Ayrault a salué la formation d'un gouvernement d'union nationale au Liban. « Je félicite le président de la République, le général Michel Aoun, le Premier ministre, Saad Hariri, le président du Parlement, Nabih Berri, ainsi que l'ensemble des forces politiques libanaises, pour avoir fait prévaloir dans un esprit de responsabilité l'intérêt supérieur du Liban ». Conscient des nombreux défis que devra relever ce cabinet, le ministre a réitéré l'attachement de la France à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité du Liban.

Même son de cloche pour la Haute représentante de l'Union européenne, la vice-présidente Federica Mogherini qui a estimé que cette étape représente un moment clé pour le bon fonctionnement des institutions libanaises, et reflète le sens des responsabilités et l'esprit d'ouverture et de compromis partagé par toutes les parties qui caractérise la tradition démocratique du Liban. Rappelant les constantes démocratiques du pays du Cèdre, elle a poursuivi en insistant sur les grandes attentes qui sont placées dans ce nouveau gouvernement par le peuple libanais et la communauté internationale. « Son succès sera déterminé par sa capacité à relever les grands défis auxquels est confronté le pays, en particulier via l'adoption de mesures de nature institutionnelle, économique et sociale. La prochaine étape importante dans cette phase de transition pour le pays sera « la tenue d'élections législatives », poursuit-elle.

Le secrétaire général sortant des Nations unies, Ban Ki-moon, a également félicité le nouveau Premier ministre, encourageant les dirigeants politiques du pays « à s'appuyer sur l'élan de l'unité nationale ». Exprimant l'espoir que le nouveau gouvernement veille à ce que les législatives « soient menées dans les délais prescrits par la Constitution », Ban Ki-moon a indiqué que l'Onu espérait collaborer avec le nouveau cabinet pour « s'attaquer aux problèmes politiques, sécuritaires et humanitaires » et garantir la stabilité du Liban.

Le Premier ministre Saad Hariri annonçant la composition du nouveau gouvernement libanais.

Priorité du cabinet d'union nationale : mettre en place une nouvelle loi électorale

Peu après l'annonce de la formation du gouvernement, Saad Hariri a tenu une conférence de presse express durant laquelle il s'est félicité de la formation de la nouvelle équipe, la qualifiant de « cabinet d'union nationale ». « Ce gouvernement sera en premier lieu chargé de mettre en place une nouvelle loi électorale », a-t-il affirmé, assurant qu'un quota pour une juste représentation des femmes serait inclus dans la nouvelle loi. Dressant les priorités, il a ajouté : « Le nouveau cabinet s'attellera à résoudre les principaux problèmes dont souffrent les Libanais, à savoir la crise des déchets, l'eau et l'électricité ».

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Il s'est par ailleurs félicité de la création d'un ministère d'État pour la femme, un ministère qui sera d'ailleurs dirigé par un homme, une information qui n'a pas laissé les internautes indifférents sur les réseaux sociaux. Notons justement qu'une seule femme a été nommée ministre, Inaya Ezzeddine, ministre d'État pour la Réforme administrative.

Il a par ailleurs regretté que ses « nombreuses tentatives aient été vaines » et s'est dit désolé que le parti Kataëb dirigé par Samy Gemayel n'ait pas accepté le ministère d'État qui lui avait été proposé. En clôture, le Premier ministre a affirmé que le gouvernement cherchera à obtenir l'aide de la communauté internationale pour aider le Liban et les Syriens « face à la barbarie comme en témoigne aujourd'hui la ville d'Alep ».

Quant à la déclaration ministérielle, elle sera principalement inspirée du discours d'investiture du chef de l'État. Justement Michel Aoun a assuré auprès de ses visiteurs qu'il fera en sorte que « le cabinet agisse comme une équipe de travail harmonieuse et solidaire », soulignant que la plupart des composantes politiques du pays sont représentées au sein du gouvernement, regrettant lui aussi l'absence du parti Kataëb. Le président de la République a assuré que le cabinet sera chargé « d'organiser les élections législatives à la date prévue », soit en mai 2017. Il a néanmoins ajouté que le gouvernement devra « traiter des sujets qui comptent pour les Libanais », citant les dossiers du pétrole et du gaz, de la lutte contre la corruption et les défis sécuritaires du pays. « Les Libanais attendent que ce gouvernement soit productif et réponde à leurs attentes », a-t-il ajouté.

Realpolitik, compromis et nouveautés

Comme une seconde peau en politique ici ou ailleurs, les voix se sont rapidement élevées dans la presse pour tantôt saluer « la naissance d'un gouvernement avant les fêtes » tandis que d'autres évoquaient une « défaite » du Premier ministre. Les multiples compromis que certains lui ont reproché, « une autocritique » que Saad Hariri s'est lui-même infligé en devançant ses détracteurs lors de l'annonce de son nouveau cabinet. « La mouture de ce gouvernement ne saurait établir un précédent ou consacrer une coutume » ajoutant « qu'elle a pu voir le jour grâce à des compromis faits par l'ensemble des protagonistes », a-t-il souligné.

En plus du ministère d'État dédié aux femmes, il s'est également dit satisfait de la création d'un ministère d'État pour les Réfugiés, les Affaires de la présidence de la République, les Droits de l'homme et pour la lutte contre la corruption.

De nouveaux visages sont apparus même si les quatre ministères régaliens (Intérieur, Finance, Défense et Affaires étrangères) sont restés aux mains des mêmes blocs.

Cependant il est bon de souligner que pendant qu'« Alep brûle » et que l'insécurité secoue fortement le monde en cette fin d'année, le Liban a tant bien que mal pu réactiver ses institutions en élisant enfin un président de la République et en formant un gouvernement. Si ce cabinet réussit à voter une nouvelle loi électorale dans les délais, ce sera un grand pas vers l'efficacité et une véritable union autour de constantes nationales.

Composition officielle du gouvernement

- Président du Conseil des ministres : Saad Hariri
- Ministre de la Santé publique et vice-président du Conseil : Ghassan Hasbani (Forces libanaises)
- Ministre des Affaires étrangères et des Émigrés : Gebran Bassil (Courant patriotique libre)
- Ministre de la Défense nationale : Yaacoub Sarraf (président de la République)
- Ministre de l'Énergie et de l'Eau : César Abou Khalil (CPL)
- Ministre des Finances : Ali Hassan Khalil (Bloc Berry)
- Ministre de l'Intérieur et des Municipalités : Nouhad Machnouk (Courant du Futur)
- Ministre de la Justice : Sélim Jreissati (président de la République)
- Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur : Marwan Hamadé (Bloc Walid Joumblatt)
- Ministre des Travaux publics et des Transports : Youssef Fenianos (Marada)
- Ministre des Télécommunications : Jamal Jarrah (Courant du Futur)
- Ministre des Affaires sociales : Pierre Abou Assi (FL)
- Ministre du Travail : Mohammad Kabbara (Courant du Futur)
- Ministre de l'Agriculture : Ghazi Zeaiter (Bloc Berry)
- Ministre de la Culture : Ghattas Khoury (Courant du Futur)
- Ministre des Déplacés : Talal Arslane (Parti démocrate libanais)
- Ministre de l'Économie et du Commerce : Raëd el-Khoury (CPL)
- Ministre de l'Environnement : Tarek el-Khatib (CPL)
- Ministre de l'Industrie : Hussein Hajj Hassan (Hezbollah)
- Ministre de l'Information : Melhem Riachi (FL)
- Ministre de la Jeunesse et des Sports : Mohammad Fneich (Hezbollah)
- Ministre du Tourisme : Avedis Guidanian (Tachnag)
- Ministre d'État pour les Affaires du Parlement : Ali Kanso (Parti syrien national social)
- Ministre d'État pour la Réforme administrative : Inaya Ezzeddine (Bloc Berry)
- Ministre d'État pour la Planification : Michel Pharaon (Indépendant apparenté aux FL)
- Ministre d'État pour les Droits de la femme : Jean Oghassabian (Courant du Futur)
- Ministre d'État pour la Lutte contre la corruption : Nicolas Tuéni (président de la République)
- Ministre d'État pour les Affaires des droits de l'homme : Ayman Choucair (Bloc Walid Joumblatt)
- Ministre d'État pour les Affaires des réfugiés : Mouïn Merhebi (Courant du Futur)
- Ministre d'État pour les Affaires présidentielles : Pierre Raffoul (président de la République)

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Itinéraire de Jihad Azour, nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Marilyne Jallad

À l'heure où le Moyen-Orient traverse une période de transition politique et de turbulences grandissantes des suites du conflit en Syrie, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a nommé Jihad Azour à la tête du département Moyen-Orient et Asie centrale de l'institution internationale. L'ancien ministre libanais des Finances succède ainsi à Masood Ahmed qui occupait cette fonction depuis 2008. Quel est le parcours de cet homme moderne, réformateur, à l'esprit analytique, bûcheur persévérant et d'une humilité rare ?

Jihad Azour, le nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Dans un communiqué de presse publié le 1er décembre dernier, la directrice générale du Fonds monétaire international, a annoncé son intention de nommer Jihad Azour au poste de directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale. Une fonction qu'il remplira à partir du 1er mars 2017 en remplacement de Masood Ahmed, qui a quitté le FMI en octobre dernier.

En effet, le directeur sortant, avait fait part à Christine Lagarde de son intention de prendre sa retraite après l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en octobre 2016. Et c'est chose faite. De ce mandat remarqué, Christine Lagarde dira dans un communiqué publié le 15 juillet dernier : « Durant ces huit dernières années, Masood a été un directeur visionnaire pour le département. J'ai apprécié au plus haut point ses conseils avisés, son sens politique éprouvé et son esprit éminemment stratégique (...). Sous sa direction, le FMI a renforcé son rôle de partenaire apprécié des gouvernements de la région, de nombreux pays ayant notamment fait appel aux concours financiers de l'institution. Masood a également forgé des relations solides et efficaces de collaboration avec d'autres organisations, dont la Banque mondiale, le Fonds monétaire arabe, la Banque islamique de développement et l'Organisation des Nations unies », avait notamment déclaré la dirigeante du FMI.

Un brillant économiste

« Fort de son expérience à des postes de haute direction dans la fonction publique, en qualité de ministre des Finances du Liban, et dans le secteur privé, Jihad Azour apporte à ses nouvelles fonctions une solide vision globale des enjeux », a déclaré Christine Lagarde dans un communiqué publié le 1er décembre 2016. « Alliant une profonde acuité analytique à une capacité éprouvée de rassemblement dans un esprit fédérateur et constructif, il aidera le FMI à contribuer de manière efficace et pragmatique à la gestion des grands dossiers actuels de la région », poursuit-elle.

Dans le secteur public, il a été ministre des Finances du Liban de 2005 à 2008, période durant laquelle il a notamment coordonné la mise en œuvre d'importantes initiatives de réforme, tant au plan national qu'au sein de son ministère. Il a par ailleurs dirigé l'organisation de la Conférence internationale sur le soutien au Liban, dite Paris III, qui a été décisive dans la mobilisation de l'appui financier international en faveur de la reconstruction du pays.

Il a aussi présidé le Groupe ministériel du G8-MENA de 2006 à 2008, instance qui rassemble les ministres des finances et gouverneurs de banque centrale du G8 et de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

À propos de ce double ressortissant français et libanais, la directrice générale rappelle aussi que, depuis 2009, « il a siégé au sein du Groupe consultatif du FMI pour le Moyen-Orient et du Groupe d'experts indépendants de la Banque mondiale ».

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

En dehors de ses années à la tête des finances libanaises, il a également exercé diverses responsabilités dans le secteur privé, notamment comme vice-président et conseiller exécutif principal de Booz and Company, de 2009 à 2013, puis comme associé directeur du cabinet de conseil et d'investissement Inventis Partners.

Un ministre réformateur en tant de crise sécuritaire

Rappelons que l'année où il a été nommé ministre sous la présidence de Fouad Siniora, le Liban était fortement secoué tant au niveau politique que sécuritaire avec une année 2005 qui a vu défiler son lot de malheurs et de défis. À commencer par l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri le 14 février, puis les assassinats politiques, l'insécurité et la peur qui s'en suivirent sans oublier le retrait des forces militaires syriennes en avril de la même année suite à un long joug sur le pays du Cèdre... Des éléments clés qui permettent de souligner le tempérament courageux, patient et travailleur acharné en toutes circonstances de Jihad Azour.

C'est durant cette même époque, riche en instabilité et incertitudes économiques, qu'il a mis en place un vaste chantier de réformes économiques et financières qui ont permis au Liban de retrouver une forte croissance. Durant son mandat ministériel, il a aussi assuré la coordination de la préparation et la mise en œuvre de la Conférence internationale pour le Liban – Paris III, une conférence de donateurs qui a réuni plus de 45 pays et les principales institutions financières internationales et a mobilisé 7,6 milliards de dollars. Il a également mené un programme de modernisation des différents secteurs et départements du ministère des Finances (douanes, budget, trésor, taxes, registre foncier, cadastre, etc.). Notons que ce programme de réformes a été récompensé par les Nations unies, en 2007, par le prestigieux Prix d'excellence dans la fonction publique. Il a par ailleurs conduit la modernisation des marchés financiers et la gestion de la dette publique au Liban, ainsi que les systèmes de paiement du gouvernement.

Bref retour sur son parcours académique

Homme politique et économiste, Jihad Azour est né en 1966. Il a fait son doctorat en finance internationale et son DEA en économie et finance internationales à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a en outre réalisé des travaux de recherche sur les pays émergents et leur intégration à l'économie mondiale dans le cadre d'un post-doctorat à Harvard et est titulaire d'un master en économie et finance réalisé à l'Université de Paris-Dauphine.

Il débute sa carrière en 1989 au sein du cabinet de conseil en stratégie McKinsey à Paris où il restera jusqu'en 1993. En 1999, il est nommé directeur du Programme de la Banque mondiale et du PNUD en charge des réformes au ministère libanais des Finances et devient conseiller du ministre jusqu'en 2004. À juste 39 ans, il devient ministre des Finances, sachant qu'avant cette date, il était membre actif de l'ONG La Fassad, la section libanaise de Transparency International, depuis 2003.

Il est par ailleurs membre indépendant du Conseil d'administration du Groupe CMA CGM, troisième plus grand armateur maritime au monde.

Il est membre du comité d'investissement du Fonds Berytech, membre du Conseil d'administration de l'Université Libanaise Américaine (LAU) et de l'Hôpital Notre-Dame du Secours. Il a également été le pionnier de divers projets et initiatives, dont le Programme Jeunes Entrepreneurs - BADER, pour soutenir les entrepreneurs libanais et le Forum économique des jeunes.

Il a publié plusieurs ouvrages et articles sur les enjeux économiques et financiers et a une longue expérience d'enseignement à l'Université américaine de Beyrouth.

La France lui a décerné l'insigne de chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur en France. Dans sa vie personnelle, il est marié à Rola Rizk, ensemble ils ont eu deux fils, Jad et Karim.

LE FMI EN UN CLIN D'ŒIL

Le Fonds monétaire international (FMI) encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale, et s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde. Le FMI est gouverné par ses 189 États membres, auxquels il rend compte de son action.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Jihad Azour, « une fierté pour le Liban »

Au nom des organisations économiques, le président de la Fédération libanaise des chambres de commerce, Mohamed Choucair, a rassemblé un parterre de personnalités politiques et économiques pour féliciter l'ancien ministre des Finances Jihad Azour, pour sa désignation comme nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au Fonds monétaire international (FMI).

La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban portait ses habits de lumière à la veille des fêtes de fin d'année lors de la conférence et du déjeuner donné en l'honneur de Jihad Azour, le nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI. C'est le 22 décembre dernier que Mohamed Choucair a rassemblé les principaux représentants des organismes économiques libanais pour célébrer ensemble cette nomination prestigieuse pour le Liban.

« Jihad Azour, premier Libanais à être désigné à une fonction internationale d'une telle envergure, une fierté pour le Liban »

Étaient notamment présents les anciens ministres, Walid Daouk, Fadi Abboud, Sami Haddad, Adnane Kassar, aussi président des organismes économiques, Loubna Obeid, épouse de l'ancien ministre Jean Obeid, la directrice générale du ministère de l'Économie et du Commerce, Alia Abbas, le président du Conseil économique et social, Roger Nasnas, les présidents des Associations des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas et des Industriels, Fady Gemayel, les vice-présidents de la Chambre, Gaby Tamer, Nabil Fahd et Mohammad Lamaa ainsi qu'un parterre de personnalités notamment du monde diplomatique dont Joseph Habis, le doyen du corps diplomatique.

À la tribune, se sont exprimés tour à tour Mohamed Choucair suivi du président de l'Association des banques du Liban, Joseph Torbey, et de l'ancien Premier ministre Fouad Siniora. Les intervenants sont tous tombés d'accord pour saluer le parcours d'exception de Jihad Azour. Ils ont notamment salué sa compétence, ses valeurs, son humilité, l'homme de dialogue et sa volonté sans faille pour faire avancer les réformes financières du Liban durant les périodes les plus délicates du destin du pays du Cèdre. Rappelons que l'ancien ministre des Finances a tenu ce portefeuille de 2005 à 2008. Ils ont aussi rappelé la relation privilégiée qu'il a toujours su maintenir avec le secteur privé libanais pour le bien du Liban économique et financier.

Ils ont surtout salué Jihad Azour comme premier Libanais à obtenir une fonction internationale de cette importance, « une fierté pour le Liban et les Libanais ».

Jihad Azour entouré de Mohamed Choucair, Fouad Siniora et Joseph Torbey.

Jihad Azour : « Depuis 1989, le secteur privé libanais est un partenaire clé dans le processus de la réforme économique et financière entreprise en faveur du pays »

Au cours d'une allocution improvisée qui venait du cœur, l'ancien ministre des Finances a commencé par remercier chaleureusement Mohamed Choucair pour son initiative. « Président Choucair, j'ai été très touché de votre coup de fil suite à ma nomination. Vous avez été parmi les premiers à me féliciter et je vous remercie ainsi que les organismes économiques à vos côtés pour ce rendez-vous organisé en mon honneur », a déclaré le nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI.

Il s'est ensuite penché sur sa relation avec le secteur privé libanais, et s'est dit heureux de voir nombre de ses amis présents dans la salle, lui rappelant ainsi leur collaboration fructueuse. « Depuis 1989, le secteur privé est un partenaire clé dans le processus de la réforme économique et financière entreprise en faveur du pays », a-t-il affirmé.

Il a ensuite rappelé combien il

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

était difficile pour le secteur privé libanais, qui n'était pas dans une posture économique des plus florissantes, de soutenir une série de réformes financières entreprises par le secteur public, notamment l'entrée en vigueur de la TVA début 2000. « Le secteur privé nous a soutenu et a contribué à la préparation des Accords de soutien au Liban, Paris II », a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « Cela a permis la mise en place d'un soutien international, en particulier après Paris II, et nous avons vu un très grand bond en avant dans le domaine économique, en particulier avec les initiatives du secteur bancaire », a-t-il poursuivi.

Rappelant les années noires du Liban, Jihad Azour s'est remémoré: « Je n'oublie pas aussi qu'après l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri, il y avait une grande peur dans le pays, et là aussi, comme un seul homme, le secteur privé nous a soutenu ». Le nouveau directeur au FMI a aussi cité la guerre de l'été 2006 qui a secoué et ravagé le Liban en affirmant que le secteur privé, une fois de plus, est resté auprès du gouvernement pour jouer un grand rôle dans la reconstruction de l'après-guerre avec parfois des initiatives privées ».

Il a qualifié le secteur privé libanais de « boussole » sur la scène libanaise qui a su « lever la voix haut et fort lorsque nécessaire, notamment durant les deux longs hivers de vide à la tête de l'État libanais pour rappeler à l'ordre les autorités compétentes ».

« Nous sommes au début d'une nouvelle ère, qui est difficile, surtout que le Liban a souffert dans la dernière période tout autant en termes de taux de croissance et d'investissement, lesquels ont eu un impact sur la situation sociale, en particulier chez les jeunes, et

Mohamed Choucair, l'ancien Premier ministre, Fouad Siniora et le nouveau directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI, Jihad Azour.

nous avons perdu un très grand potentiel. Mais dans le même temps, de nombreuses initiatives ont pu être lancées par des jeunes gens dans les domaines de l'entreprenariat », a expliqué Jihad Azour en concentrant son propos sur l'actualité récente de ces six dernières années. En conséquence, il a souhaité « un réel partenariat public-privé en cette nouvelle ère qui permettra de réaliser que le partenariat avec le secteur privé est la clé, parce que dans toutes les étapes difficiles que le Liban a dû affronter, le secteur privé a toujours été son seul défenseur ». « Seul les PPP permettront de bâtir des infrastructures et un développement économique qui mènera à une croissance , à la prospérité et à une stabilité sociale », a-t-il insisté.

Pour l'ancien ministre des Finances, le secteur privé libanais est d'ailleurs l'un des plus dynamiques au monde. Jihad Azour parie qu'avec un tel partenariat et de la confiance, le Liban pourra revenir sur la scène internationale et jouer un rôle à la lumière des défis qu'affronte la région.

Quelques mots sur sa mission au FMI

Il a confié que même si son cœur restera au Liban, il se rendra dès mars 2017 à Washington, lieu de sa nouvelle résidence pour mener à bien sa nouvelle fonction au FMI. « Je serai en charge de 32 pays, et ma fonction sera délicate en raison des problèmes et défis qui ont frappé la région », a-t-il expliqué. « Nous devrons faire face à de grands défis économiques en raison des faibles prix du pétrole et des crises économiques qui ont frappé un certain nombre de pays », a-t-il ajouté.

Il a par ailleurs souligné que l'important rôle du FMI va jouer dans le développement du secteur financier et la stabilité monétaire. « L'une des priorités sera de rétablir la croissance économique, une croissance réfléchie au niveau de la lutte contre la pauvreté, de la création d'emplois et de l'autonomisation sociale, et de relier la réforme pour stimuler l'économie et l'autonomisation sociale », a poursuivi Jihad Azour.

Son poste lui permettra enfin de mettre en lumière l'aide que peut apporter le FMI au Liban afin que ce dernier puisse surmonter ses problèmes. « Les Libanais ont également démontré qu'ils ont la capacité de faire face aux problèmes et de surmonter ces difficultés pour parvenir à une stabilité ainsi qu'à un nouveau départ », a conclu Jihad Azour.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Syrie : vers une relance des pourparlers de paix ?

Bachir El Khoury

Alors qu'un cessez-le feu est entré en vigueur le 30 décembre sur l'ensemble du territoire syrien, à l'instigation de la Russie et de la Turquie, au lendemain du vote unanime à l'ONU pour l'envoi d'observateurs internationaux à Alep, une conférence sur la paix regroupait entre le 16 et le 19 décembre à Chypre, loin des feux de la rampe, des représentants de l'opposition et du régime syrien.

Bachir el Khoury, à Larnaca (Chypre)

Alors qu'une trêve, la troisième en 2016, est entrée en vigueur le 30 décembre, marquée par la signature d'un accord de cessez-le feu entre l'opposition et le régime sous le parrainage de Moscou et d'Ankara, désormais les deux nouveaux acteurs majeurs du conflit syrien, et qu'un nouveau round de dialogue inter-syrien est prévu à Genève le 8 février prochain sous l'égide de l'ONU, une conférence sur une éventuelle phase transitoire et une Syrie post-conflit a eu lieu le week-end dernier à Chypre, regroupant plusieurs représentants de l'opposition modérée ainsi que du régime, à l'initiative de la Universal Peace Federation (UPF) et de la Syria Peace initiative (SPI).

Dans une ambiance plutôt bon enfant, voire même étonnamment détendue en coulisses, dans les rapports et échanges humains entre les représentants des deux camps - en dépit d'interventions musclées de part et d'autres - les participants à cette conférence, au titre desquels figurait Carsten Wieland, expert des pourparlers inter-syriens au sein du cabinet de l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Stefan de Mistura, ainsi que d'anciens ministres et ambassadeurs européens, ont examiné pendant trois jours les multiples alternatives au statut-quo qui dure depuis

l'arrêt des négociations indirectes en avril dernier et les offensives militaires successives menées par le régime au cours des huit derniers mois.

Le président de la Syria Peace Initiative, Mohamad Habash, a révélé à cette occasion le projet d'une rencontre parlementaire entre des élus actuels et des anciens députés de la « troisième voie », composée d'une quarantaine de parlementaires pour leur plupart vivant à l'étranger, pour discuter de la rédaction d'une nouvelle constitution. « Il s'agirait d'une réunion supervisée par l'ONU pour élaborer le brouillon d'un nouveau projet constitutionnel où les prérogatives de la présidence de la République seraient revues à la baisse au profit de celles du Premier ministre, du Parlement et d'autres institutions étatiques (...). Nous sommes prêts à renoncer au départ de Bachar el Assad comme condition préalable aux négociations, mais encore faut-il que l'aboutissement de ce projet soit facilité par les autorités », a-t-il souligné. Sur le plan social, « la SPI et l'UPF comptent, par ailleurs, envoyer bientôt une délégation à Damas, formée uniquement de jeunes femmes qui seraient chargées de négocier avec le gouvernement le droit de retour des réfugiés dans leurs villes et villages » reconquises par le régime, a-t-il ajouté.

La Syrie du futur et le modèle fédéral allemand

De leur côté, deux opposants basés en Allemagne, dont un ancien exilé devenu plus tard député allemand du Land de Westphalie, Jamal Karsli, ont exposé une feuille de route portant sur une reconfiguration du découpage administratif

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

de la Syrie et une décentralisation élargie, qui s'apparente au fédéralisme. « Les Syriens doivent dores et déjà réfléchir à un nouveau modèle de gouvernance, basé sur des divisions administratives internes et un système électoral adapté à cette nouvelle structure, avant que les puissances étrangères ne procèdent eux-mêmes à une partition » du pays, a mis en garde, à ce propos, TalalJasem, l'un des co-auteurs du projet. Celui-ci prévoit la mise en place d'un système parlementaire démocratique basé sur un gouvernement non centralisé, un parlement bicaméral, similaire au modèle allemand, et un parlement local propre à chaque gouvernorat. « Notre objectif est de donner la voix à toutes les composantes religieuses, ethniques ou autres de la société, sans pour autant créer des cantons ou des ghettos (...) », a insisté l'opposant. Le plan de « sauvetage » consiste en trois phases : l'une préparatoire, d'une durée de deux ans, durant laquelle les députés sont sélectionnés, l'autre intermédiaire, étalée sur quatre ans, qui porte sur l'organisation d'élections libres et transparentes, tout en procédant à la formation d'un gouvernement d'union nationale, suivie d'une dernière étape, dite « permanente », où l'exécutif reflète dans sa composition la majorité parlementaire.

Quant à l'ancien ambassadeur syrien à Londres, Sami Khiyami, qui avait jeté l'éponge en mars 2012, a proposé un plan de transition politique qui serait mené de paire avec certaines puissances régionales actuellement impliquées dans le conflit, consistant à sélectionner 1 000 délégués qui représentent les différentes composantes de la société syrienne, avant d'en réduire le nombre à 200, chargés, de manière collégiale, de la direction d'une entité de gouvernance provisoire.

Un dialogue national à Damas en avril prochain ?

Du côté du régime, les participants à la réunion ont souligné la volonté du gouvernement de paver la voie à un dialogue « constructif » en vue d'un règlement politique de la crise. Dans un entretien en marge de la conférence, Hussein el Ragheb, membre du parlement syrien, a dévoilé l'existence d'une nouvelle stratégie pour réamorcer les négociations inter-syriennes. « Celle-ci porte d'abord sur le lancement dans plusieurs villes syriennes, dont Damas,

Alep, Lattaquié et Deir Ezzor, de plateformes de dialogue avec des représentants de l'opposition interne et externe (...). Celle de Damas a déjà eu lieu il y a près d'un mois rassemblant 250 personnalités, en l'absence néanmoins de tout représentant de l'opposition à l'étranger, tandis que la plateforme d'Alep aura lieu jeudi », a-t-il précisé. Au terme de ces rounds de négociations, « un dialogue national sera organisé en avril prochain, et un comité mixte sera formé pour amender la Constitution, dont la loi sur la création de nouveaux partis, suivi d'un référendum sur la version amendée du texte, puis de l'organisation d'élections parlementaires et de la libération des détenus qui n'ont pas de sang sur les mains », a ajouté Hussein el Ragheb. Le parlementaire a, de ce fait, appelé tous les opposants basés à l'étranger à se rendre à Damas pour participer à cette « dynamique de dialogue et de réconciliation ». « Nous garantirons leur arrivée et leur départ en toute sécurité (...). Nous souhaitons même leur installation de manière permanente et définitive dans le pays (...). Au final, seul un dialogue syro-syrien est susceptible de nous sortir de l'impasse actuelle », a-t-il insisté.

De son côté, le représentant du ministère de la Réconciliation nationale, Kifah el Sayyed, a mis l'accent sur les efforts fournis par le gouvernement pour rebâtir la confiance entre les différents acteurs du conflit, fortement secouée par près de six ans de combats. « Depuis la création de ce ministère en juillet 2012, nous avons déjà procédé à 80 000 règlements de situation et réconciliations », a-t-il précisé.

Certains participants ont néanmoins fait part de leurs « doutes » quant à l'« authenticité » et au « sérieux » de l'appel à un dialogue national lancé par les autorités, et à la « sincérité » de la volonté du régime à mettre un terme aux hostilités.

D'autres, enfin, dont l'ancien ambassadeur du Liban à Washington, Abdallah Abou Habib, ont émis leurs réserves quant à la possibilité d'un règlement inter-syrien sans le parrainage et l'arbitrage d'une puissance internationale, à l'heure où les principaux acteurs mondiaux et régionaux sont impliqués dans le conflit. « Au Liban, l'accord de Taëf, qui a mis fin à la guerre civile en 1990 n'aurait pas eu lieu sans le parrainage des États-Unis et de l'Arabie saoudite », a-t-il conclu à ce sujet.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Structure et caractéristiques de la population active au Liban *

Quelle est l'influence du contexte économique général sur la population active libanaise et son évolution ?

Le contexte économique affecte énormément l'évolution de la structure de la population active, ou plutôt de croissance, de création d'emploi, d'évolution du pouvoir d'achat et des revenus. La stabilité économique et sociale est intimement liée à ce contexte. Or les indicateurs des dernières années, y compris de 2016, ne sont pas encourageants à divers égards : les principaux agrégats économiques confirment leur tendance à la détérioration ou au tassement (taux de croissance, exportations industrielles et agricoles, secteur foncier, activité touristique, ventes de voitures, et surtout déséquilibres des comptes extérieurs). La balance des paiements, déficitaire depuis plus de six ans, n'a été que légèrement corrigée récemment suite à l'intervention de la Banque centrale qui a permis d'enregistrer un certain solde positif trimestriel. Ces éléments ne nous permettent donc pas d'espérer grand-chose au niveau du marché de l'emploi et de la population active.

Le développement économique a été fortement influencé durant la période de l'après-guerre libanaise, par des facteurs et des politiques qui ont eu des répercussions sur sa population active et ses caractéristiques. Quels ont été ces facteurs clés d'influence ?

Durant les trois dernières décennies, le Liban a été l'objet de grands bouleversements sécuritaires que ce soient les agressions israéliennes, les répercussions de la crise en Syrie et dans la région sans oublier les multiples attentats et assassinats dans le pays. Tout cela a affecté son développement économique. Parallèlement, il y a eu durant cette période toute une série de phénomènes qui se sont manifestés au niveau des choix en matière de politique économique. Citons cinq facteurs clés intimement liés : la financiarisation progressive de l'économie, sa tertiarisation de plus en plus marquée, la tendance à la désalarisation et à la création de moins en moins d'emplois (notamment dans l'industrie et l'agriculture), la dollarisation excessive de l'économie et surtout la suprématie des considérations liées à la gestion de la dette publique.

La réalisation des objectifs essentiels des plans de construction élaborés durant la première moitié des années 90 visant à combler les écarts économiques entre les régions en matière d'opportunités de travail ont été entravés. Comment expliquer cette disparité ?

Certainement les déroulements sécuritaires et politiques ont constitué une grande entrave. Je me rappelle que dans le milieu des années 90 avec le lancement des grands projets de reconstruction, il y avait un effort formel, du moins au niveau des intentions politiques, de réduire les écarts entre les régions. Cela s'est traduit dans la structure des dépenses de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures et nous avions vu par exemple que l'investissement public moyen (sur les infrastructures) par habitant dans les régions périphériques était nettement supérieur à celui du Grand Beyrouth. Mais malheureusement ces intentions ne se sont pas matérialisées par la suite, et le fossé entre « centre » et « périphéries » a continué de se creuser. Par ailleurs, à l'exception de la période 1994-1997, nous avons observé une chute libre des investissements publics en pourcentage du total des investissements et du PIB durant la période en question. Ceci a accentué la dégradation des infrastructures et services publics, l'accroissement des migrations externes et internes, et la baisse de la demande d'emploi surtout dans l'agriculture et l'industrie qui ont vu leur part du total des emplois baisser de plus de moitié depuis 1970.

Que pouvez-vous dire sur le contexte actuel de la population active et l'évolution de ses caractéristiques ? Et que dire des lacunes des statistiques ?

Les lacunes sont nombreuses au niveau des chiffres, des concepts statistiques et des méthodologies qui ne sont pas souvent convergents, et cela avec un retard énorme entre le temps présent et la disponibilité des données statistiques. Officiellement, la taille de la population active libanaise s'élève actuellement

* *Le Liban de demain,* R. Nasnas et al., chapitre 12. Le questionnaire a été adressé à l'économiste Kamal Hamdane, directeur général de Consultation and Research Institute (CRI), l'un des co-auteurs de l'ouvrage (Dar Annahar 2016).

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

à presque 1,2 million incluant les chômeurs. Mais dans la réalité, ce chiffre n'inclue pas les actifs parmi les Palestiniens des camps, ni le stock moyen des Syriens travaillant historiquement au Liban avant la crise de 2011, ni les actifs parmi les nouveaux réfugiés syriens. Il n'inclut pas non plus les sous déclarations énormes en termes de travailleurs non libanais comme les domestiques de maison qui à elles seules atteignent 160 à 170 mille selon le ministère du Travail. Si nous incluons tous ces chiffres, la taille de la population active atteindrait alors environ 1,6 million avec près de 5 millions et demi de résidents. Le Liban est effectivement soumis à un développement à deux vitesses avec un discours officiel qui ne cadre pas adéquatement avec la réalité : aggravation des mouvements de migrations des Libanais vers l'extérieur d'un côté, et accroissement non contrôlé des flux des travailleurs non libanais vers le pays, de l'autre.

Selon l'ILO, le taux d'activité au Liban atteint 46% en 2013, contre 45,3% en 1970. Considéré faible par rapport aux autres pays, 48% en Tunisie, 49% en Turquie, 51% au Maroc, 53% en Bulgarie, 56% en France, 60% en Allemagne et 65% en Norvège. Quelle est la cause de cette faiblesse ?

Depuis 1970, le taux d'activité est presque au même niveau, oscillant entre 44% et 46%. Ce faible niveau est fortement lié à des facteurs sociaux et culturels (travail des femmes, etc.) et aux flux de migration des Libanais, que ce soit durant la guerre ou après. Selon l'étude statistique de l'USJ, il est démontré que durant la période 1975-2009 les flux migratoires des Libanais vers l'extérieur s'élevaient à plus de 30 000 personnes en moyenne par an (dont presque la moitié sont des actifs). Il est vrai que la détérioration de la situation politique justifie partiellement cela, mais il faut avouer que ce sont surtout des considérations d'ordre économique qui ont joué le rôle déterminant à ce niveau. Le pays ne réussit pas en fait à créer des emplois, notamment des emplois « nobles » qui répondent aux besoins des universitaires diplômés et dont l'enseignement a coûté énormément à leurs familles. Le fossé entre l'offre et la demande d'emplois, le décalage entre la structure de cette offre et cette demande, et les conditions précaires du marché du travail en général et du travail salarial en particulier, tout cela a directement affecté le taux global d'activité dans le pays, qui demeure parmi les moins élevés au monde.

Le Liban est le seul pays régional qui ne dispose pas d'une sécurité vieillesse pour les salariés du privé. La moitié de la population ne dispose pas d'une protection sociale formelle et les deux tiers manquent de programmes de retraite. Tous déplorent aussi l'absence d'un régime d'assurance fournissant un appui aux chômeurs au moment où s'exacerbe ce fléau. Comment y remédier ?

Il y a de très grandes lacunes et déficiences dans l'ensemble des politiques sociales au Liban comme : le fossé entre le niveau moyen des salaires et le coût de la vie, accompagné souvent de beaucoup d'arbitraire dans les ajustements des salaires ; montée en flèche des taux de chômage dans les rangs des Libanais sans aucun plan d'avenir dans ce sens ; le mauvais fonctionnement de la CNSS dont deux de ses trois branches principales (maternité-maladie et allocations familiales) sont en net déficit ; inexistence pour le secteur privé d'un plan d'assurance vieillesse classant ainsi le Liban comme seul pays régional à ne pas en avoir, et où on enregistre un fossé énorme entre les indemnités de fin de service du secteur privé (représentant presque 35% à 40% du dernier salaire si l'on tient compte du taux moyen d'espérance de vie) et le salaire de retraite dans le secteur public qui atteint les 85% du dernier salaire. Plus d'une dizaine de projet d'assurance vieillesse dans le privé ont été élaborés depuis le milieu des années 90, mais malheureusement n'ont pas abouti à cause surtout de l'absence d'une volonté politique.

Quelles sont les réformes politiques nécessaires à l'essor du marché du travail libanais ?

En premier lieu, il faut reprendre les pratiques budgétaires normales et donc adopter un budget, puis mettre en cours une réforme budgétaire surtout en matière de rationalisation des dépenses et une reconsidération de l'ensemble de la politique fiscale, en introduisant de nouvelles taxes surtout sur la fortune et la richesse, et non seulement sur la consommation et les dépenses des ménages. Le deuxième point est de ressusciter l'investissement public en pourcentage du total des investissements et du total du PIB pour qu'on puisse répondre aux besoins de la population en matière d'infrastructures et de biens collectifs (santé, éducation, transport public etc.). Et enfin combattre la corruption qui s'est institutionnalisée, pas seulement la petite corruption mais surtout la grande qui sévit dans les sphères de la classe politique.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Périple réussi du Conseil d'affaires libano-brésilien au Brésil

Une délégation libanaise d'envergure a fait le voyage pour le Brésil faisant escale à São Paulo. Présidée par Rabih Frem, ce Conseil d'affaires libano-brésilien regroupe 24 membres dont 12 de chaque pays. Au programme du séjour des douze membres libanais, un travail de réseautage remarquable auprès des autorités brésiliennes en vue de renforcer et de faciliter les échanges entre les secteurs privés des deux pays. Le président brésilien d'origine libanaise, Michel Temer, les a aussi reçus en audience.

L'année 2016 se termine sur un succès pour la délégation libanaise du Conseil d'affaires libano-brésilien. Une visite au Brésil du 24 novembre au 3 décembre derniers où ils ont pu rencontrer un parterre de personnalités politiques et économiques avec pour objectif clé le renforcement des échanges entre les secteurs privés des deux pays.

La délégation a même eu l'occasion de rencontrer durant dix minutes le président brésilien, Michel Temer, le temps pour Rabih Frem de lui offrir une toile. « J'ai remis au président brésilien une peinture d'un village typique de Koura, sa région d'origine, entourée de maisons ornées d'oliviers avec leur cueillette traditionnelle », raconte-t-il. « Le président s'est dit très touché de recevoir ce tableau qu'il compte installer en bonne place au Palais présidentiel ou dans sa demeure ».

Formée d'hommes d'affaires, d'investisseurs, de commerçants, de fonds légaux et financiers et de banquiers, la délégation accompagnant Rabih Frem (Indevco Group) était une assemblée hétéroclite de qualité composée de l'ambassadeur du Brésil au Liban, Georges Geraldo kadri, du vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Nabil Fahd (Fahd Supermarket), de Ghassan Assaf (BBAC Bank), de Patrick Kallassy (Kallassy Group), de Jad Abou-Khater (Aries), de Georges Najjar (Najjar Group), de Jihad Hokayem (Jupiter Horizons Cons), de Tala Jaber (Jaber Law Firm), d'Henri Bou Saab (Saniram), d'Elias Mehanna (Patchi) et de Rita Makhlouf (Saradar Bank).

La délégation libanaise, le ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil reçus par le président brésilien Michel Temer.

En marge de cette visite s'est aussi tenu The Lebanese Diaspora Energy Forum organisé par le ministère libanais des Affaires étrangères à São Paulo, les 27 et 28 novembre derniers.

De retour à Beyrouth, Rabih Frem a partagé avec Econews les grands rendez-vous de ce voyage important pour l'avenir des relations économiques et commerciales entre le Liban et le Brésil. Un « pays planète » comme il le qualifie qui regroupe, rappelons-le, le plus grand nombre de Libanais d'origine (10 à 12 millions), une riche et ambitieuse diaspora qui a pu atteindre les plus hautes fonctions de l'État brésilien.

Rencontre avec Paolo Skaff, le président de la Fédération des industriels de São Paulo

Au programme de la délégation libanaise, une visite au président de la Fédération des industriels de São Paulo (FIESP), Paolo Skaff. Cette association regroupe plus que 150 000 industriels. À propos de cette rencontre, Rabih Frem confie : « Ce fut une rencontre émouvante au cours de laquelle Paolo a évoqué la mémoire de feu son père qui est venu au Brésil au début des années 1900. Un pays où il a pu se tailler une bonne position en tant qu'homme d'affaires reconnu au sein de la communauté », raconte-t-il. À son tour, Rabih Frem a évoqué la mémoire de ses parents et de son frère Georges Frem, le Fondateur d'Indevco Group.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Georges Geraldo Kadri, Nabil Itani, Paolo Skaff, Rabih Frem et Nabil Fahd.

Durant cette rencontre, Paolo Skaff a fait la connaissance de la délégation, une réunion qui a été suivie par un séminaire portant sur l'économie du Brésil et les opportunités d'investissement au Brésil et au Liban. Nabil Itani, le président d'IDAL, y a notamment fait une présentation intéressante de son programme d'investissement au Liban.

Rabih Frem a quant à lui mis l'accent sur le Liban comme centre névralgique de la région. « Le Liban est un hub pour le commerce et l'industrie où le commerçant libanais importe et est apte à réexporter les produits brésiliens dans les pays du Levant, du Golfe et d'Afrique (...) et où les industriels brésiliens, avec leurs partenaires libanais, investissent dans l'industrie informatique, pharmaceutique, les équipements médicaux, etc.», a-t-il poursuivi. Il a par ailleurs souligné que le Liban produit près de 160 millions de tonnes de pommes qui, avec leurs partenaires brésiliens, pourraient être converties dans l'industrie agro-alimentaire en produisant des concentrés de pommes, jus de pommes, vinaigre de pomme, cidre et confiture ». Poursuivant son propos sur les avantages compétitifs du Liban, le président du Conseil d'affaires a ajouté : « Il est bon d'investir dans le secteur hospitalier et médical, un secteur clé dans lequel le Liban est classé premier parmi tous les pays de la région arabe et africaine ». Il a aussi mentionné que les hommes d'affaires libanais ont plus besoin du savoir-faire de leurs partenaires émigrants libano-brésiliens que de leurs financements, la diaspora libanaise étant l'une des premières en transferts annuels - évalués à plusieurs milliards de dollars - vers son pays d'origine. « Paolo Skaff nous a aussi honoré par un déjeuner délicieux dans les locaux de la Fédération des industriels où nous avons pu bénéficier d'une vue féerique presque aérienne de São Paulo », raconte-t-il.

Adhésion du Liban au Mercosur et facilitations fiscales pour pénétrer les marchés brésilien et sud-américain

La délégation a également rencontré tour à tour le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Marcos Pereira, le président de la municipalité de São Paulo, Fernando Haddad, le député Ricardo Izar et un groupe d'hommes d'affaires brésiliens au club athlétique Monte Libano. Durant ces réunions, les discussions ont notamment porté sur la facilitation des échanges commerciaux en réduisant les taxes pour permettre aux entreprises libanaises d'exporter davantage leurs produits, notamment des produits compétitifs comme l'huile d'olive, le vin et les produits alimentaires. L'adhésion du Liban au Mercosur et le renforcement des investissements libanais à São Paulo ainsi que l'encouragement des compagnies brésiliennes à installer des succursales au Liban pour réexporter leurs produits dans les pays arabes, du Golfe et d'Afrique étaient aussi au menu des discussions. Les hôtes ont pour leur part tous certifié à la délégation libanaise de leur soutien à faire avancer les choses pour de meilleurs échanges commerciaux.

L'État libanais, la BDL et IDAL appelés à soutenir la diaspora libano-brésilienne

Que faire pour renforcer les échanges ? « La diaspora libano-brésilienne devrait être encouragée par l'État libanais, spécifiquement par le ministère des Affaires étrangères ainsi que par IDAL et la Banque centrale », explique Rabih Frem. Cela, dit-il, « permettra de motiver cette diaspora avec des facilitations qui devront être mises en place : des applications financières, des taxes, aussi au niveau légal, et ce à travers des prêts bancaires à des taux zéro pour encourager l'investissement dans les PME ». Les opportunités pour les investisseurs au Brésil se concentrent sur l'infrastructure, l'énergie, le tourisme, et le gisement des matières premières.

Le président du Conseil met aussi en lumière la force d'un tel partenariat : « La diaspora libanaise au Brésil est très active et joue un rôle primordial dans l'économie et dans la politique du pays. Ils sont le Liban au Brésil et en Amérique latine et, le Liban est le Brésil en Afrique, dans les pays du Levant et en Arabie ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La 32e édition du Salon d'automne du musée Sursock rouvre ses portes

متحف سرسق Sursock Museum

Jusqu'au 27 févier 2017, le Salon d'automne du musée Sursock ouvre ses portes au public pour découvrir les 52 artistes et collectifs sélectionnés par un jury de spécialistes à partir d'un groupe initial de 322 candidats. Des artistes qui ont mis leur âme dans leurs œuvres pour faire de ce rendez-vous un moment unique. Réalisées par des artistes âgés entre 22 et 82 ans, ces œuvres aux multiples visages, tableaux, dessins, sculptures, céramiques, collagraphies, héliogravures, broderies, gouaches, gravures à la manière noire, collages, photographies, assemblages, installations et vidéos, ne vous laisseront certainement pas indifférents. Encourager l'art libanais, le reflet d'une époque ... Allez-y !

C'est le 24 novembre dernier que le coup d'envoi du 32e Salon d'automne a été donné. Après des années de fermeture, le musée Sursock a fait peau neuve il y a plus d'un an déjà en rouvrant ses portes au public et est rapidement redevenu une adresse incontournable de l'émotion artistique et de la découverte. Grouillant de monde en ce début d'hiver, le vernissage s'est tenu en présence d'un parterre de personnalités du monde artistique, académique, social et politique.

Le musée Nicolas Ibrahim Sursock est un musée d'art moderne et contemporain qui a ouvert ses portes en 1961. Situé au centre de Beyrouth, il a pour mission de collecter, de préserver et d'exposer l'art local et international.

« À travers nos collections, nos archives, nos expositions et notre programmation culturelle, nous visons à étoffer les connaissances concernant les pratiques artistiques dans la région et à explorer les œuvres qui reflètent notre époque contemporaine. Notre objectif consiste à encourager la production artistique locale, à fournir un lieu de rencontre, de partage d'idées et d'expérimentation artistique, et à informer ainsi qu'à défier différents publics d'une manière nouvelle et inattendue », peut-on lire sur la mission du musée.

Photo avec l'aimable autorisation du musée Sursock.

Pour information, le Salon d'automne est l'une des principales activités avec laquelle le musée Sursock s'est illustré depuis son ouverture en 1961, un rendez-vous immanquable pour tout artiste jeune ou confirmé, répondant à l'appel à candidatures et présentant ses travaux les plus récents. Suivant la tradition du salon historique de Paris, le salon d'automne était un lieu où les artistes pouvaient exposer de nouvelles œuvres à un large public, montrant les dernières tendances et les changements sur la scène artistique de l'époque. Le plus marquant a eu lieu en 1964, époque à laquelle la tendance vers l'art abstrait était clairement perceptible. Depuis, ce rendez-vous a rassemblé des artistes, des critiques d'art, et le public dans un débat animé sur l'état de l'art au Liban.

Une sélection qui s'est détournée des stéréotypes

Le Salon d'automne a maintenant lieu tous les deux ans afin de permettre aux artistes de se renouveler dans le cadre du programme élargi d'expositions variées du musée qui organise trois grandes expositions par an. Il faut aussi signaler qu'aucun membre du comité du musée, ou de son équipe, ne peut faire partie du jury de sélection, composé de cinq membres, différents à chaque édition.

C'est un jury renouvelé, composé de cinq spécialistes, qui a procédé à la sélection du 32e Salon d'automne. Reem Fadda, experte en art moderne et contemporain arabe, a été conservatrice adjointe de l'art du Moyen-Orient

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

pour le projet Guggenheim Abu Dhabi et curatrice, cette année, de la Biennale de Marrakech. Walid Sadek est écrivain, artiste et professeur agrégé au département des beaux-arts et de l'histoire de l'art à l'Université américaine de Beyrouth. Kaelen Wilson-Goldie, journaliste et critique, correspondante de nombreux journaux anglophones, connaît bien la scène artistique dans le monde arabe. Racha Salti est commissaire d'expositions, écrivaine et chercheuse pluridisciplinaire, et Hind Soufi, critique d'art et professeur à l'Université libanaise.

Au programme : 52 artistes qui travaillent sur différents supports, allant de la peinture aux installations et à la vidéo. Mais sélectionner des œuvres parmi les œuvres de plus de 300 candidats n'a pas été chose facile pour le jury qui l'affirme dans une allocution commune : « Les artistes qui ont répondu à l'appel à candidatures lancé par le musée Sursock ont apporté une grande diversité de réponses à des questions de style, de support, de compétence, d'expérience, de visibilité, d'engagement politique et d'aspiration artistique. Le jury a été frappé par l'abondance et l'exubérance des tableaux, comme en témoigne les œuvres proposées, et impressionné par l'expérience dans les projets de céramique et de photographie de série. Notre sélection tient à souligner et célébrer davantage cette vitalité. Nous avons été enthousiasmés par de nouvelles voix, par des orientations différentes, les changements dans les techniques d'artistes établis, et par de jeunes artistes ou artistes en début de carrière pleins de promesses. Souvent et avec fermeté, nous nous sommes détournés des stéréotypes. Nous avons été particulièrement sensibles aux œuvres empreintes d'une grande intensité émotionnelle, avons prêté une attention particulière aux couleurs et à la texture, aux moindres signes et nous nous sommes attardés sur les conditions et circonstances de la vie des artistes, qui est aussi la nôtre, celle de la ville et de ses nombreux résidents ».

Conversation with my friend, Engram. 2016.
Avec l'aimable autorisation du musée Sursock.

Ouverture du Salon d'automne. Avec l'aimable autorisation du musée Sursock.

Chaque année, le musée attribue plusieurs prix. Il s'agit du Prix du Salon d'automne (le gagnant se voit remettre par le jury une enveloppe de 5000 dollars) et du Prix des jeunes talents (Hind Sinno, membre du comité du jury,offre gracieusement 3 000 dollars au gagnant– un prix qui récompense l'artiste le plus prometteur en début de carrière). Cette année, et pour la première fois, vient s'ajouter le Prix du public. Alors n'oubliez pas de découvrir cette exposition et de voter sur les tablettes mises à disposition à l'intérieur de l'espace d'exposition jusqu'au 16 janvier 2017 ! Afin de ne pas influencer le choix du public, les prix ne seront révélés que le 20 janvier.

Le musée abritera l'exposition jusqu'au 27 février 2017. Special Exhibitions Hall, niveau -2
Heures d'ouverture : Tous les jours de 10h à 18h -Nocturne les jeudis de 12h à 21h -Fermé les mardis.

Artistes participants

Balsam Abo Zour, Rima Amyuni, Rim Assi, Mahmoud Baayoun, Fatat Bahmad, Tamara Barrage, Etienne Bastormagi, Nevine Bouez, Kassim Dabaji, Jimmy Dabbagh and Christine Labban, Rola Dally, Cristiana de Marchi, Engram Collective, Chantale Fahmi, Joseph Faloughi, Karima Al-Gelany, Raymond Gemayel, Saadeh George, Gilbert Hage, Diana Halabi, Issa Halloum, Amy Hanna, Abed Al Kadiri, Maria Kassab, Nathalie Khayat, Betina Khoury Badr, Serge Ohannes Manouguian, Liane Mathes Rabbath, Edgard Mazigi, Raya Mazigi, Simon Mhanna, Samar Mogharbel, Jamil Molaeb, Fatima Mortada, Marwan Moujaes, Abir El Moukaddam, Tarek Mourad, Dala Nasser, Alia Noueihed Nohra, Elissa Raad, Jacko Restikian, Mahmoud Safadi, Hala Schoukair, Stelio Scamanga, Antoine Soued, Hannibal Srouji, Adlita Stephan, Lara Tabet, Tanya Traboulsi, Carmen Yahchouchy, Hassân Zahreddine, et Ghada Zoughby

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Election of Rabih Sabra, Director General of CCIA-BML, in the General Council of World Chamber Federation

ICC WORLD CHAMBERS FEDERATION

The World Chambers Federation (WCF) of the International Chamber of Commerce (ICC) has announced election results of the WCF General Council. Chambers from almost 130 countries voted for their 20 preferred representatives using an online election platform.

Mr. Rabih Sabra, Director General of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon has been elected on mid of December as member of World Chambers Federation General Council.

Composed of 50 members, the General Council is responsible for determining WCF policies and programs. The Council helps promote and reinforce the concept and relevance of chambers of commerce in society, and interconnects the exchange of expertise and experience between chambers in addition to collaborating globally.

Chamber leaders from local, regional, national and transnational chambers were eligible to run for the General Council. This year, the governing body will welcome almost half of the newly elected members for their first time and 12 are filled by co-option to ensure a balanced General Council. This secures diversity in the network, ensuring members are varied in terms of geography, including developed and developing economy, chamber size, type of chamber, whether public or private law chambers, as well as chamber elected leadership and permanent chamber executives. Three transnational chambers, holding memorandums of understanding and cooperation agreements with ICC, also have positions on the Council.

The final composition of the Council sees representation from all parts of membership worldwide. It includes 10 representatives from the Americas, 10 representatives from the Africa and Middle East region, 10 Asia-Pacific representatives and 20 representatives from Europe.

The first meeting for the new WCF General Council will be held on 1 March 2017 in Paris, France at the ICC Headquarters.

Rabih Sabra holds a master degree in Science and Agriculture Engineering from AUB and double Degree MBA from ESA- ESCP Paris. He is an active member of many local, European and International business organizations such as National Employment Office (NEO), International Network for Small and Medium Enterprises (INSME), European Business Angels Network (EBAN) and ANIMA Investment Network.

Backed by his wide experience in institutional agile management models, Rabih Sabra pledges in his WCF candidature statement to stand ready to support WCF in developing innovative programs and common positions, namely in its three-year strategy, CoO electronic network, branding, and fundraising relations as well as strategic alliances. He commits to be one of the southern Mediterranean Chambers voices to relay their concerns and perspectives to the WCF General Council and to sharing ideas with peer Chambers about challenging issues that are facing MSMEs such as entrepreneurship, innovation, competition and internationalization.

LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LIVCD Project: A strategic vision to leverage recent innovations in Lebanon's table grapes production sector

By Fadi Karam and Paulette Chlela

Table grapes are one of the agricultural high value chains in Lebanon and a crucial sector for rural employment. The production of table grapes has been recognized as one of Lebanon's most ancient agricultural activities. In 2013, the production of grapes was estimated to 87,130 tons for table and processing grapes, of which 25% exported as fresh grapes. The total value of the Lebanese table grapes is around $82 million from a total cultivated area of 9,532 ha across the country and a total of 15,758 farmers, of which 4,186 commercial farms. However, the diffusion of modern farming techniques and development of innovative capabilities to meet strict quality and health safety standards of global markets remain important challenges for the table grapes sector. To face these challenges, Lebanon needs to establish a grape sectorial strategy to leverage the recent innovations of the whole value chain industry.

The 'Lebanon Industry Value Chain Development' (LIVCD), a $41.7 million five-year program (2013-2017), funded by the United States Agency for International Development (USAID) and implemented by Global DAI, helped in determining high value target markets, selection of new promising table grapes varieties, market requirements, and support farmers and exporters in entering these markets, either by improving vertical and horizontal linkages across the value chain, or by increasing sales to high value markets by working with farmers and packers/exporters to extend the shelf life of grapes through improved harvest, handling, and packaging.

During the implementation period of the project, the table grapes value chain was successful in demonstrating new production technologies showing how farmers and exporters can substantially increase the income they derive from the production and marketing of high quality table grapes. LIVCD established in 2014-2015 a total of 48 demonstration orchards in different production clusters across the Bekaa Valley, for a total area of 650 dunums. The selection of new varieties was made upon a market research and buyers demand, which represents the most important step in starting a new table grapes orchard as well as for developing a strong relationship between farmers and buyers. New table grapes varieties such as Red Globe, Crimson and Superior are among the varieties suggested by LIVCD experts in the newly established orchards, while traditional varieties like Tfeifihi, Baytamouni and Maghdoushi, continued to have a widespread practice. In these orchards, farmers were trained on Good Agricultural Practices (GAPs), such as grapes pruning principles and new vine training and trellising methods, canopy and crop management, nutrient and irrigation management, IPM and spraying systems, as well as good harvesting and post-harvest practices. To do so, LIVCD experts monitored regularly field activities to ensure GAPs application and adherence to modern cultural practices.

Moreover, farmers were trained on how maintaining financial and operational records that allow them better managing their orchards and farms. The LIVCD project also helped small medium enterprises, cooperatives and farmers obtain financing necessary for purchasing modern equipment, new technolo-

Motor-powered electrostatic spraying technology in table grapes orchard in Fayda, Zahle (left) and view of a new LIVCD established grapes orchard in Terbol, Central Bekaa, (right)

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Cardboard cones widely used among grapes farmers at Kfermechki in the Beqaa West.

gies and recent materials needed to improve table grapes production technologies by expanding the use of Electrostatic Spraying (ESS) among a wide spectrum of farmers through the involvement of cooperatives and service providers. LIVCD grapes project introduced the use of soil moisture equipment among grapes farmers for better irrigation scheduling and the use of cardboard cones to prevent bird damage, rain and dust in a sustainable way instead of using harmful pesticides.

On the other hand, the LIVCD Project and the Chamber of Commerce, Industry, and Agriculture of Zahle and Bekaa (CCIAZ) signed on September 2016 a cooperation agreement on "Upgrading irrigation systems in existing and new grape farms, traditional and varieties conducted on trellis or on goblets". LIVCD committed funds are $243,000 with CCIAZ cost sharing of $251,000. During the implementation period of six months, it is expected that about 135 grapes farmers in the Bekaa region will be in a position of improving their irrigation systems, which will enable them to improve production and increase sales. The LIVCD technical team in Zahle along with CCIAZ engineers will implement a farmer's technical assistance program to better introduce the advantages of new drip designs, for horizontal grapes trellises, on grapes productivity.

In parallel, LIVCD provides technical assistance for farmers on best harvest and post-harvest practices including time of harvesting, field collection methods, transportation from field to packing area, sorting and packing in a temperature controlled room, and then transporting to the market using a refrigerated truck. Packaging workers are trained on Food Safety Practices through GMP (Good Management Practices) training.

During the project's implementation period, the LIVCD team carried out a series of training on different topics and undertook regular visits to farmers' plots to help MSMEs and farmers improving their own skills. Fifteen field training sessions attended by 250 table grapes farmers were organized by the table grapes value chain during the course of the year. The training aimed to help farmers in selected grape production clusters across the Bekaa to improve their competitiveness within a market chain or business model process, with focus on farm organization and on improving the management skills of existing production structures.

Antoine Khater (left) and Frank O'Brien (LIVCD, right) signing LIVCD grant on upgrading irrigation systems in grapes orchards

A view of the mobile fridge-truck discharging fresh harvested grapes at the cold storage facility of Rachaya Al Fokhar and Khraibe cooperative

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

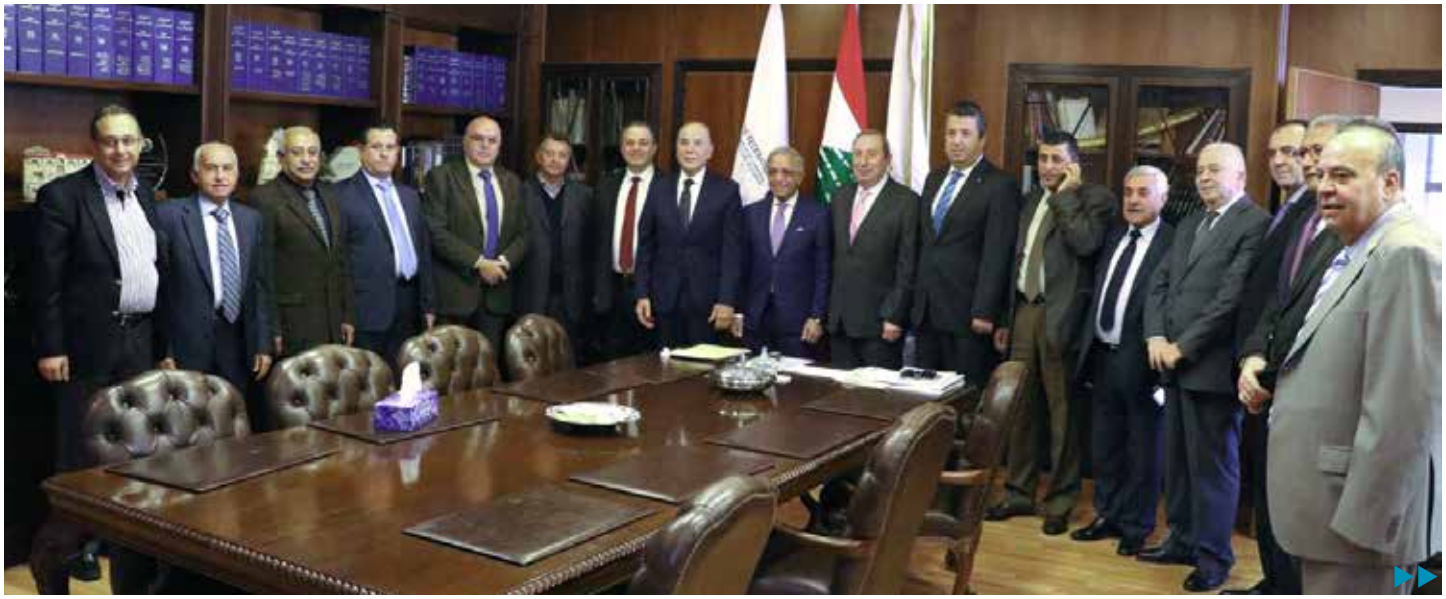
The CCIAT-North Lebanon pays tribute to IDAL's Chairman Nabil Itani

"Honoring Engineer Itani is a tribute to everyone who believes in the richly endowed soul, and the role endowed to his home country with the message it carries," stated president Dabboussi in the ceremony praising IDAL's Chairman-General Manager, Nabil Itani, in the presence of key figures of the Lebanese business community.

On behalf of the Chamber of Tripoli & North Lebanon (CCIAT) and its board of directors Dabboussi presented the honoring shield to Itani. Then the ceremony continued with the screening of a documentary tracking Eng. Itani's distinctive role in promoting investments and strengthening the pillars of the development of the national economy and the process of partnership between the public and private sectors. A role exemplified by the close and continuing relations between CCIAT- North Lebanon and IDAL.

«We wanted through this documentary film to screen the path of this Lebanese persona and praise its role carried at the head of IDAL with excellent style," Dabboussi said adding: "We honor today Eng. Nabil Itani, the vibrant person with positive effect at all times and always present in each and every conference whether at home or abroad to encourage the Lebanese diaspora to invest in their homeland despite the many challenges facing Lebanon".

On his part, Nabil Itani addressed the attentive audience by extending a special thanks to president Dabboussi for his support and considered this award as "a tribute to IDAL, its board of directors,



staff, and its collaborators for their efforts in carrying out their tasks within IDAL, both in terms of promoting Lebanon as an important investment destination in the region, or for supporting the productive sectors and contribute to the promotion of exports,» he said.

Itani declared that these achievements would not have been possible without the hard work undertaken by IDAL on the local and international levels. “In this context, the law to foster investments into Lebanon had a key role in the increased volume of foreign investments in Lebanon,” he said, explaining that since its founding in 2001, IDAL has awarded fifty projects tax break incentives and facilities provided for in the investment law with a value that exceeded 1.7 billion US dollars, and provided more than seven thousand direct job opportunities and ten thousand indirect jobs, contributing effectively to the economic and social development and increasing the attractiveness of the investment climate in Lebanon.

He further noted that Lebanon has made acceptable levels of economic growth, attracting significant foreign direct investment despite the many national, regional and international challenges. “We have started with a size of inward FDI that nearly reached USD 250 million in the year 2001. This investment has doubled several times to reach USD 3.2 billion in the year 2015,” and added “today, FDI inward to Lebanon represents 6.7 percent of GDP, confirming the immunity of our economy and the strong structural foundations it enjoys».

Itani spoke about the future action plan of IDAL, which is based on the activation of its role in the preparation and development of policies and strategies aiming at pursuing its actions for improving the investment climate and enhance the image of Lebanon as a destination for investment from expatriates and increase the effectiveness of the economic links between Lebanon and the diaspora, and confirm its status as an attractive destination to investors. He enumerated the initiatives launched by IDAL in the framework of supporting productive sectors in the different regions of Lebanon, especially those sectors with susceptibility and preparedness for growth and those that rely on innovation and promising entrepreneurship among young people.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

End of the Year Holidays celebrated at «Tripoli, city of holidays»: Artistic shows with international and local artists, entertainment games, along with "Souk El Akl"

In the framework of «Tripoli, City of holidays» events organized by the "Indeed Better Together" Association, the capital of the North celebrated for eight consecutive days and nights the end-of-year festivities, with more than fifty-five thousand visitors at the "Rashid Karami International Center". It started with a unique and distinctive opening ceremony, with the lighting of the tree of peace and conviviality in a festive atmosphere, including fireworks, in addition to a musical recital that gathered Al-Fayhaa Choir and St. Rafka Choir, in a rally religious, political, social and popular presence.

The "City of holidays" that stretched over an area of 13 thousand square meters, included an exhibition for more than 60 associations and foundations within and outside Tripoli, concerts for Lebanese and international artists and musicians, a visit of a global sports star, multiple games and artistic performances for children, "Souk El Akl", and a humanitarian gesture for more than 2000 children from associations and social care homes.

Tours for key figures in politics and international development

The "City of holidays" was also a pole of attraction for key political figures of the city. Former minister of Justice, Ashraf Rifi and the deputy Samir Jisr, accompanied by their wives, toured in the hallways of the exhibition, expressed their admiration to their host Mrs. Violette Al-Safadi, and praised her efforts to show the true image of Tripoli. Equally, former PM Najib Mikati made a tour at the exhibition and outlined the importance of joining efforts for the sake of the city of Tripoli.

The representative of the Office of Transition Initiatives of the US Agency for International Development USAID/OTI, Joanna Ribenz, visited the exhibition and was accompanied by a delegation from the agency to strengthen local community initiatives in Lebanon. The general director of Al-Safadi Foundation, Rana Al-Mulawi, and the vice president of the Foundation for Social Affairs, Lara Al-Safadi, briefed her on the exhibition and its activities, in addition to the workflow of "Souk El Akl".

Children: the largest share of celebrations

Because the main objective of the "End-of-year festivities" and the "Indeed Better Together" Association is to put a smile on the faces of citizens, in general, and children, in particular, the largest share of celebrations was for the latter. In addition to the various daily shows that were dedicated

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

to them, the Association hosted two thousand orphans in the presence of the former minister Rashid Derbas, where they sang along with Tripoli's star Lynn Hayek. They were also invited to have meals at "Souk El Akl", and received valuable gifts on the occasion of the holidays. Students from public and private schools also visited the exhibition, and participated in special programs made for them.

Concerts revived the celebrations in rally atmosphere

International and Lebanese artists performed, almost daily, in concerts. Musician Guy Manoukian started the series of concerts performing a medley of traditional Lebanese and Armenian songs, emphasizing the message of diversity. Then on the third night, the Italian tenor Alessandro Safina, sang his best hits, and indicated that "the Lebanese people are like the phoenix, they do not get broken and do not die". The artist Melhem Zein performed on the fourth night, and sang a number of his popular and romantic songs. He expressed his enchantment in participating in the end of year holidays from Tripoli. The young talents had also a share in this "End-of-year festivities", as the stage hosted in the last two days, the artists George Nehmeh and Joseph Attieh, who thrilled the rally audience with their performances.

Diverse entertainment shows for children

The "End-of-year festivities" displayed free entertainment shows for children, ranging from acrobatics with the Wakazoo Circus, to a play for Luna and Ghinwa along with their bands, and Fun Plus One, as well as Jad et la mission scolaire. The eight days also included a scientific, educational and entertaining show for children, performed by both Elie Mitri and Nancy Iskandar from Crazy Science. They presented, in front of children, scientific tests in an entertaining way.

Brazilian star football player Roberto Carlos, among his fans in Tripoli

Thousands of football fans crowded to host the Brazilian star football player Roberto Carlos on the "City of holidays" stage. He dearly thanked them for the warm reception, promising them to return soon to Tripoli before presenting a ball performance and taking photos with his fans.

"Souk El Akl"

Approximately twenty chefs from "Souk El Akl" attracted the lovers of diverse Lebanese and foreign fast-food, presenting for the visitors delicacies in a unique and distinctive way.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Lebanon Industry Value Chain Development Project Round table discussion - Working paper

Improving the competitiveness of Lebanese Apples' Value Chain

Beirut - October 18, 2016

Executive summary

Apples represent an important sector in the Lebanese agricultural economy. However, this value chain is facing many challenges hindering its development and reducing its competitiveness on the local and export markets due to the high production costs, inefficient harvesting techniques, insufficient and inefficient post-harvesting facilities, small farm size and land fragmentation, high number of small farmers relying on other economic activities, and lack of quality control. Moreover, in the last five year years, the sector faced additional constraints related to the Syrian crisis and the devaluation of the Egyptian pound.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

FEED THE FUTURE The U.S. Government's Global Hunger & Food Security Initiative

With the objective of contributing to the improvement of the apples' value chain, the LIVCD project and the Agriculture Committee at the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon (FCCIAL) organized on October 18, 2016 a round table discussion on the Challenges and Competitiveness of the Lebanese Apple Sector. More than 30 persons participated in this round table, representing the main stakeholders of the value chain.

The round table involved interactive interventions from all stakeholders, who reviewed and validated the major facts and figures of the apples' value chain, discussed the major challenges and constraints of the sector, and presented several solutions and opportunities to positively impact the sector on the short, medium, and long term.

Following the round table a briefing paper on the sector was prepared. It presents the structure of the apples' value chain, including a mapping of stakeholders, it also summarizes the discussion of the round table under three axes representing the main phases of the value chain:

1) Production: nurseries, input supply, and orchard management;

2) Post-harvest: orchard management, sorting, packing, and cold storage;

3) Trade: agro-industries, local market, and export market.

All the stakeholders agreed on the importance of accurate data and its role in any planning process to improve the apple sector. Therefore, it was agreed that the Ministry of Agriculture should play a major role in aggregating the available statis-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

tics from different sources and ensuring the availability and accessibility to accurate and up-to-date information about this sector in the future.

Most of the stakeholders agreed that the decision of the Lebanese Government to subsidize farmers for this season to reduce their losses is not a sustainable action and will not solve the competitiveness problem for future years. However, it may be necessary to limit the decline of the sector and stop large numbers of farmers from abandoning their apples' orchards.

Solutions and opportunities were proposed for each challenge for each stage of the value chain. The proposed actions/interventions were specified to be implemented on the short and/or medium/long term, according to their priority, complexity, and cost. They could be considered as a guiding framework for all stakeholders, each according to his mandate, responsibility, and field of expertise, in the planning, development, and improvement of the apple sector competitiveness.

The key recommendations for the success of any future intervention in the apple sector are the following:

- Build on existing success stories at all the levels of the value chain and seek to utilize them as models to be replicated all over Lebanon, while taking into consideration the specificities of each region;
- Intervene mainly with medium and big farmers to promote agricultural professionalism;
- Undertake comparative analysis of direct competitors of Lebanon in this field (Turkey, Italy: South-Tyrol area), benefit from their successful integrated production systems and trade enhancing mechanism, and search for comparative advantages to compete with them;
- Introduce innovation, creativity, and new technologies in all the phases of the apples' value chain aiming to have these modern tools and techniques available and accessible for all farmers;
- Work on market intelligence to match the production output with the market demand on both the local and export market;
- Encourage the implementation of a traceability system for hygiene and safety purposes;
- Establish a national agriculture record under the supervision of the Ministry of Agriculture;
- Adopt a regional clustering approach to regroup farmers (especially small and medium farmers) around certain poles of production and post-harvesting facilities;
- Establish Regional/Satellite service centers where farmers can find their needs for inputs, equipment, technical advice, technology transfer and seek support for any constraint or challenge.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Trade Credit Insurance

Trade credit insurance is offered to business entities wishing to protect their accounts receivable (sales to buyers on credit) from losses due to credit risks, such as default, insolvency and bankruptcy. The buyers can be in the same country of the insured business (domestic) or in another country (export).

The risk is covered by a prime local insurance company and backed by rated international reinsurance companies.

The process is as follows:

- The first step is the evaluation of the business that needs to cover its receivables; application attached (Customer application).

The offer will be issued accordingly.

- Once the business is accepted and the policy is signed, we will request that applications related to the buyers to whom the insured sells on credit be filled in.
- Regarding acceptance of buyers, we either accept, reject or provide partial acceptance.

In case accepted, CST will issue the credit limit advice for each buyer; specifying the details of the credit limit including payment due date following invoice issuance (Example payment should be made 45 days following issuance of the invoice).

- The insured business should report sales to its insured buyers on monthly basis; premiums will be calculated on the value of invoices.

In case of payment delay:

- The insured business should report payment delays on monthly basis.
- 2 months following payment delay, a file is declared as claim by the insured.
- 4 months after the claim's declaration, 80% to 90% of the value of the unpaid invoices will be settled to insured (CST would have studied and accepted the claim meanwhile).

(The percentage of cover would be predefined in the offer and policy)

- Once payment is made, the rights of the insured will be subrogated to the insurance company.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

1577
libanpost.com

RENEW YOUR MEMBERSHIP TO THE

CHAMBER OF COMMERCE INDUSTRY & AGRICULTURE

[BEIRUT & MOUNT LEBANON]

AT LIBANPOST

LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Mawen Beitak Fair at Saida Chamber

Under the patronage of the Minister of Economy and Trade Dr. Alain Hakim, represented by DG Alia Abbas, the Chamber of Commerce, Industry and agriculture in Saida and South Lebanon launched for the second successive year Mawen Beitak Fair on December 16th, 2016. The event was organized in cooperation with the Federation of Lebanese Chambers and South Business Innovation Center (South BIC), and sponsored by the Ministry of Foreign Affairs, the United Nation Development Program (UNDP), and the Embassy of Norway.

The launching event was attended by reputable figures representing different segments of the society and sponsored parties: the Director of UNDP in south Lebanon Hussein Nasrallah, the DG of the Ministry of social Affairs represented by Najwa Bdeir, Head of central self-employed (liberal) professional Amal movement lawyer Samir Assi, Head of the Union of municipalities of Tyre, Mohsen Husseini, a representative of Saida mayor Mohamad Saudi, members of the Board of Directors of the Chamber and a crowd of invited guests.

The president of Saida Chamber Mohamad Saleh welcomed the guests and exhibitors and assured in his speech that the Chamber is keen to develop all productive sectors, especially small and craft industries and to help them marketing their products. He stated that the Chamber is concerned to organize the fair for the second consecutive year "as a response to exhibitors' request", adding "the success of the first round that offered an opportunity for the participants to meet new business partners and get new deals was an incentive to make this event a renewable date".

He concluded his speech by saying: "We are optimistic at the national level by the new presidential term and hope with the New Year, that Lebanon will revert to himself and to his brothers and the world, and complements his message to spread love, dialogue and peace."

On her side, DG Alia Abbas expressed her pleasure to be in the south region to participate in the opening of this fair, "which helps in the development of our cities and our villages and our region as well as it keeps people in their territory". "The traditional industries that we are proud of must be given our attention at development and marketing levels," she added.

She also expressed her best wishes for a coming year full of economic agenda after the formation of a new government and for an amelioration of the economic situation resulting in expanded trade opportunities.

After that, Abbas and Saleh visited the booths where various crafts products were displayed.

LAU
الجامعة اللبنانية الأميركية
Lebanese American University

Chamber of Commerce, Industry & Agriculture in Sidon & South Lebanon

"Empowering the community through Adult training services."

OVER 12 PROGRAMS INCLUDING:

Project Management (PMP®), Food & Safety, Professional Fitness Diploma, Education workshops

OTHER CERTIFICATES:

- Business & Finance
- Law & Justice
- Human Resources
- SAT Courses
- Soft Skills
- Entrepreneurship
- Professional English

NOW OFFERED IN

SOUTH

OF LEBANON

AT THE CHAMBER OF COMMERCE SAIDA

Kindly contact us for more information, or check us out online at cep.edu.lb

T +961 07 720 123 [Ext. 102] **E** bsabeayoun@ccias.org.lb

CEP LAU CONTINUING EDUCATION PROGRAM

T +961 1 786 456 [Ext. 1805] **E** cep.beirut@lau.edu.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CEP@LAU Saida to empower local professional communities

Interview with Dr. Jabra, president of LAU

The partnership agreement between the Lebanese American University and the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida has laid the foundation for the launching of LAU's Continuing Education Program at the Chamber in Saida. This agreement embodies the university's commitment to serve the communities of practice by contributing to revive Saida's leading social and economic role in South Lebanon; thus, the university will be effectively contributing to reviving the spirit of progress and prosperity by providing the local professional communities with all kinds of social and economic benefits.

The Continuing Education Center at the Lebanese American University (abbreviated CEP@LAU for short) is well positioned and committed to embrace the nation's future by building the capacity of businesses in the areas of trade, industry and agriculture. The CEP@LAU encompasses building the capacity of junior as well as senior professionals through a variety of educational and professional programs in continuing adult education. It provides tangible marketable skills with direct access to jobs in growing market sectors. It includes a large number of specializations and provides the communities of practice with best international standards.

The CEP@LAU Center relies on state-of-the-art industry best practices by fostering and developing a culture of professionalism in order to create innovation and provide better opportunities for adult learners in the various fields of commerce, industry and agriculture. It works on activating growth in the local community by keeping up with the social and economic developments.

Econews met with Dr. Jabra, president of LAU to learn more about the features of the training center and the expected outcomes of this cooperation between the Chamber of Saida and LAU.

What are the special features of this center specialized in continuing education and of its adherents?

The Continuing Education Program is deeply rooted in the Lebanese American University's global educational mission. Its purpose is to bridge the gap between the academic world and the professional world by focusing on building the human capital. As such,

- One of the major strategic objectives of the CEP@LAU Center at the Chamber is to bring the university closer to the doorsteps of the local community. It is now here within the city of Saida and through the Continuing Education Center that specialized CEP@LAU programs will be conducted with the aim at achieving a higher degree of professionalism in the fields of commerce, industry, engineering and agriculture.
- All CEP@LAU graduates will be able to connect with the job market by means of a specialized CEP@LAU electronic job matching program that matches employer's needs with job-seeking CEP@LAU graduates.
- The CEP@LAU builds the work capacity of individuals and keeps up with the state-of-the-art industry development, so it enables the participant to carry out his/her duties in a professional and ethical manner based on the latest international standards.

Below is a list of some of the features available in this newly established Saida-based CEP@LAU center:

- Flexibility, pliability and innovation in creating customized programs suitable for the needs of

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

the local job market as the Center boosts over 76 specialized trainers.

- Ability to meet the local job market needs through a range of available programs to choose from – over 600 training sessions at your disposal.
- The adherent benefiting from the academic and professional expertise culminating in granting the participants the distinguished LAU certificate.
- Focusing on major and latest topics in the labor market through specialized sessions.
- Continuous quality assurance management in the evaluation process.
- Flexibility in the timing of the sessions in order to suit the trainee's schedule, offering sessions after official working hours and during the weekend.

What do you aspire to achieve by signing this MOU between LAU and the Chamber of Saida?

Through this memorandum, the University is now ever present in the town of Saida, the city that I loved ever since my childhood. It also promises reductions in tuition and adherence fees compared to those fees of the Continuing Education Center in Beirut.

So what we are hoping for is to revive the social and economic cycle in the city of Saida through:

- Preparing training sessions, specialized workshops and tailored programs which will contribute to improve the adherent's performance and to build their capacities, including:
  - o Implementing the concepts of training at the workplace in order to boost innovation and professional development.
  - o Constant evaluation and assessment of the trainee's acquired knowledge
  - o Raising the level of job performance as per internationally accepted industry standards.

Therefore, we urge our beloved people in Saida and the South to take full advantage of the adult educational programs offered through this partnership to the local communities of practice. It is the fruit of more than twenty five years of vocational development that CEP@LAU brings on a silver plate to Saida and to South Lebanon.

Are there more details about this memorandum and its contents?

In brief, the Continuing Education Center administers the preparation, management and provision of training sessions as follows:

- Providing professional trainers with expertise and scientific qualifications.
- Providing transportation for trainers.
- Being in charge of the administrative part of the partnership.
- Adopting the latest education methods into the classrooms – interactive, group work, leading by examples, simulations, ...
- Supervising the evaluation of sessions, trainers and the quality of the provided programs.
- Providing the trainees with the required references.

As for the Chamber, it candidly provides the chief location for the trainees and it offers the best facilities in as much as it is responsible for the professional communication with the various communities of practice in the region.

How is the partnership contributing to the trainee's development and progress?

This partnership keeps pace with the idea of globalization that our contemporary world is witnessing. It benefits from technological developments in order to facilitate social communication and to bring people closer. It enhances the trainee's abilities in the workplace and contributes to building the human capital in Saida and the surroundings.

Meeting the requirements of the market place for better competitiveness through specialized curricula is all about the CEP@LAU. Probably the most important part of this is that it provides the latest frameworks, supports the best trainings and addresses badly needed ethical norms for the workplace.

And last but not least, I have a firm conviction that our concerted efforts is for the betterment of the city. The stunning success stories of LAU's Continuing Education Program that has started in Beirut some 25 years ago is now being witnessed through CEP@LAU centers in Tripoli, in Zahle and very soon in our beloved city of Saida. I urge all of you interested in performing skills to take full advantage of our continuing education program offerings at the Chamber's site in Saida.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Chamber in Zahle & the Bekaa to help youth integration in the labor market

170 young men and women from Zahle and the Bekaa region took part in the "Youth Integration in the Labor Market" project and graduated on December 6th 2016. They were provided with an internship program that offered on the job training in various sectors: hospitality, heating and ventilation, sales and marketing, accounting, audit, food safety, car mechanic, electricity and industrial electricity.

The aim of this project implemented by the Chamber in Zahle & the Bekaa is to support the youth and train them in skills that are needed in the labor market so as to help fight unemployment and boost economic activities in the region and expand income opportunities for the youth.

The event was held in the presence of UNDP area manager in the Bekaa, Mr. Garabed Haroutunian, Ministry of Social Affairs Coordinator in the Bekaa, Mr. Khaled Dalloul and Mr. Antoine Khater, Vice President of the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture in Zahle & the Bekaa (CCIAZ).

The project falls within the framework of the "Lebanon host communities support programme", a joint initiative between the Ministry of Social Affairs and the United Nations Development Program aiming to reinforce stability and development with the Lebanon Crisis Response Plan and the repercussions of the crisis in Syria. It is being implemented by (CCIAZ) through funds from the Regional Development and Protection Program (RDPP) led by the Danish embassy in Beirut.

Cooking Session Event

For the 8th consecutive year, the Training Center at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahleh & the Bekaa organised a «cooking session event» on December 12th 2016, in collaboration with Chtaura Park Hotel and Chef Richard Khoury. The aim of this event was to diffuse Lebanon's gastronomy.

LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Lebanese-Italian Business Council

R. Debbané [1]

The Lebanese Italian Business Council held a meeting at the Chamber of Commerce of Beirut & Mt-Lebanon in the presence of His Excellency the new Ambassador of Italy accompanied by D.ssa Federica Mazotta and D.ssa Francesca Zadro. President Choucair, chairman of the Chamber, delivered a welcome speech where he expressed all his support to the Council. H. E. Massimo Marotti stressed on the importance of developing relations between the two countries reaffirming the constant support of Italy to Lebanon.

مجلس الأعمال اللبناني الإيطالي
Lebanese Italian
BUSINESS COUNCIL

News about the Board:

- Board elected on 27/02/2015
- 7 Board meetings with detailed Minutes
- Actually 55 members.
- More efforts to be made to attract members (Application Forms available for distribution)
- Mr Rafic Ghazzaoui resigned as Board Member of Lebitalia and has been replaced by Mr Marc Moretti.
- Mr Hussein Chawki Harb and Mr Arthur Dekermendjian were nominated as Board Members to complete the Board formation (12 members).

Cooperation with Italian Embassy

- Mrs Federica Mazotta (First Secretary - Italian Embassy in Beirut) present at all Board Meetings.
- Mrs Francesca Zadro new ICE Director in Beirut was present at Milano Event.

Mrs Zadro was received at Lebitalia Board meeting on 26/10/2016: Endowed with great experience from Rome, Tokyo, Torino, Milano (which gave her the opportunity to identify needs and interests of Italian companies).

- Received a visit by the new Director of the Italian Cultural

Welcome to *ECO*NEWS

Register
and receive your digital copy
free of charge
Send an Email to :
Econews@ccib.org.lb

Kindly specify
Name
Institution
Email Address
Mobile

[1] *Chairman of the Lebanes Italian Business Council*

Institute Mr Edwards CRISA-FULLI

- Award (yearly) for Lebitalia members: criteria for choosing the awarded figure/side
- Events of Embassy (Seminars):
  - Recycling Industry/Green Energy (April)
  - Construction (October)
  - Seminar on Green Economy to be held at the Italian Embassy in Yarzeh on 13/12/2016.
- Alitalia is preparing a proposition of special conditions to be extended to Lebitalia members.

Milano Event

- 11/10 Milano event at Milano Chamber in the presence of 35 Italian executives of prominent businesses at the initiative of the Lebanese Consul in Milano Mr Walid Haidar who made a presentation about opportunities offered by Lebanon as a gateway to neighboring countries in Africa thanks to the presence of Lebanese diaspora.

Lebitalia Lebanon was represented by Mr Albert Aoun who made a presentation about great opportunities available for Italian companies in the construction and building materials for Lebanon and with regard to the reconstruction of Syria.

Lebitalia Activities

- Lebitalia Booth at Project Lebanon May 2016 offered by IFP and inaugurated by Ambassador Marotti.
- On 2/6 Lunch at CCIAB with F. Bega / Director of Promos (in the presence of M. Choucair).
- 22/9 Lebitalia Board meeting held in the presence of F. Bega and Mr Comoglio / DG of COSV (COoperazione per lo SViluppo = Development Cooperation), who talked about cooperation between CCIAB and COSV in the framework of MADAD project (EU Regional Trust Fund in Response to the Syrian Crisis)

MADAD project: (actually in the Study phase)

- Funded by EU, started in 2015
- Fund for the neighboring countries of Syria
- Employ young people and empower them to start businesses in their villages, which will create jobs for young Lebanese and Syrian refugees.
- Providing aid jointly with others

- Website of Lebitalia created : "lebitalia.org"
- Italian version of Bylaws done
- Newsletter (IFP)
- Brochures, documentations collected by Mr Nsouli from IDAL, CDR, Films on Tourism and sent to Promos Milano
- Have identified sectors of interesting projects / investment opportunities for Italian companies wishing to enter the Lebanese market.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Improving health care services in Lebanon: Three proposals

*CER / CCIA-BML**

Despite the social and political instability, the Lebanese health care system was able to continue its achievements and prevent outbreaks of diseases and ensure universal access to basic quality care, reducing maternal and child mortality.

After five years of the outburst of the Syrian crisis, the Lebanese health system showed great flexibility in spite of unprecedented increase in demand and pressure on the health care system. The continued focus on the non-emergency reforms in the health sector shows that progress in achieving the strategic objectives has been preserved in spite of all odds.

Impact of the Syrian displacement crisis on the health sector

According to the World Bank, the financial impact of the Syrian displacement on health, education and social safety nets sectors was estimated between 308 and 340 million dollars, with the need to provide between 1.4 and 1.6 billion dollars to ensure stability in these sectors.

The increasing demand for health services and the increase in unpaid dues to hospitals has led to increased pressure on the health sector and a sharp increase of infectious diseases. The related estimated cost was about 38 million dollars in 2013 and ranged between 48 and 69 million dollars in 2014.

As for costs estimated to restore quality health services was about 177 million dollars in 2013 and between 216 and 306 million dollars in 2014.

Improving health services

Continuous actions undertaken to improve health situation in Lebanon has led to identify problems and set priorities, including:

- Improving quality of health services.
- Reducing health care costs and reduce financial burden on families.
- Reorienting health services toward ensuring universal access to primary health care.
- Lower prices and improve the quality of pharmaceuticals.
- Develop mechanisms to overcome the fragmentation of health financing.

Important achievements have been made, including:

- Strengthening of primary health care and the promotion of basic medicines.
- Expanding the scope of surveillance and epidemiological response.
- Strengthening public hospitals control.
- Implementation of human resources strategy to focus on the return of nursing graduates, and training after graduation.
- Upgrade the registration of pharmaceuticals and reconsider the pricing structure.

Several law project proposals were prepared to ensure health safety; the first is related to "*health insurance for retirees*" after receiving their end of service indemnity in order to complete their health coverage for life with the same coverage system of the social security, particularly with regard to sickness and maternity. The second proposal is related to mandatory "*health card for hospitalization*" that includes a low symbolic contribution of every Lebanese person who is not covered by any insurance system. The holder of this card will have effective health coverage, where the contribution of the citizen would not exceed a hundred dollars to one hundred and twenty dollars per year per person, covering hospitalization and medication as well. This card will remove the financial ceiling pretext for hospitalization set by the ministry of health for hospitals, and by this card the patient will be able to enter any hospital. The third proposal is what is commonly known as "*adult insurance*" to ensure pension for every Lebanese citizen affiliated to this system after retirement and disability.

Health indicators

Indicator	Year	Unit	Value
Population (estimated)	2013	1000 population	4,168
Area	2013	km2	10,452
population growth rate	2013		1.5
Life expectancy at birth	2012	Years	81.24
Population <15	2013	percent	24.6
Population> 65	2013	percent	9.7
GDP per capita	2012	USD $	10,500
Total expenditure on health per capita	2012	USD $	751
Total expenditure on health as a percentage of GDP	2012	percent	7.2
Individual expenses / total expenditure on health	2012	percent	37.34
Proportion of doctors	2014	Per 10,000 inhabitants	30.67
Proportion of nurses	2014	Per 10,000 inhabitants	29.59
Proportion of midwives	2014	Per 10,000 inhabitants	3.43
Proportion of dentists	2014	Per 10,000 inhabitants	12.92
Number of beds	2014	Per 10,000 inhabitants	34.3

*Source :Ministry of Health in Lebanon**

**The Center for Economic Studies at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Beirut and Mount Lebanon*

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Noting that the Lebanese community in terms of health coverage is divided into four categories:

-The first category (22 %) composed of the state staff, civilian and military. This category enjoys all kind of allowances including indemnities and pension in addition to health coverage.

-The second category (30%) are those affiliated to the social security up to the retiring age 64 years where they can obtain end of service indemnity but will no longer be covered by the social security system for health care.

-The third category (15%), are those affiliated to insurance companies and mutual funds. They pay themselves for health coverage, and do not obtain indemnities or pension.

-The fourth category (40%), is the rest of the Lebanese who are not receiving any kind of social indemnities or health coverage, but they get hospitalization coverage through the Ministry of Health.

Pharmaceutical market

According to BLOM Bank report, and based on estimates of the "Business Monitor International" a private company, pharmaceutical sales in Lebanon amounted to about 1.6 billion dollars in 2015, and is expected to increase by 2020 to 2.2 billion dollars.

Spending on health care is estimated by about 3.6 billion dollars in 2015 and is expected to rise up to 5.2 billion dollars in 2020. Accordingly, spending on pharmaceuticals accounted for about 44.4 percent in 2015 and is expected to reach 42.3 percent in 2020 of total health care spending, making health care sector linked closely to pharmaceutical market.

On the individual level, per capita spending on medicines amounted for 279 dollars in 2015, with a rise up to 374 dollars in 2016. Lebanon is likely to continue spending a large proportion of GDP on medicines, which would reach 3.22 percent in 2020, the largest percentage in the Middle East region.

According to the report, this rise in spending on medicines is due to:

- Control of the private sector over 90 percent of hospitals and pharmaceutical companies in Lebanon, which facilitates prescribing high price medicines.
- Medicine prices are non-competitive given the fact that more than 50 medicine importers have agreed among themselves on the profit margin.
- Development and growth of medical tourism in Lebanon.
- Lebanon is heavily dependent on high-value imported medicines.

Health indicators	2015	2016	2020
Proportion of spending on medicine of GDP	-	-	3.22
Average per capita spending on medicine ($)	279	374	-
Health spending (US $ billion)	-	3.91	5.21
Pharmaceutical Sales (US $ billion)	-	1.75	2.20
Pharmaceutical sales ratio of health spending (%)	-	44.8	42.3

Pharmaceutical products' factories in Lebanon

According to the industrial survey issued by the Ministry of Industry in 2009, the number of pharmaceutical products factories amounted to 13 institutions employing 726 workers. The total output of the industry valued 52.1 million dollars, and the input valued 15.1 million dollars, with an added value of 29.6 million dollars representing 57 percent of the output.

Lebanese exports of pharmaceutical products

According to Lebanese Customs' statistics, exports of pharmaceutical products amounted to 16.8 million dollars in 2010, and rose to 55.5 million dollars in 2015; while the weight of these exports rose slightly from 937 tons to 940 tons, making the average price per ton increase from 17.941 to 59.040 dollars.

Iraq came first on the list of pharmaceutical products exports markets in 2015 and accounted for 18% of total exports, followed by Saudi Arabia (17 %), Jordan (12 %), the United Arab Emirates (11%), and France (%10).

Lebanese imports of pharmaceutical products

The value of imports of pharmaceutical products in 2010 amounted to about 859.5 million dollars, rising to one billion and 125 million dollars in 2015. The weight of these imports rose from 8,331 tons to 11,135 tons, decreasing the average price of the ton from 103,164 to 101,030 dollars.

In 2015, Germany was on the top of most important resource for imports of pharmaceutical products (15%), followed by France (12 %), and the United States (12 %), Switzerland (8%), and Italy (8 %).

Trade to Chapter 30 : Pharmaceutical Products

Imports		Exports		
Tons	Thousand $	Tons	Thousand $	
8,331	859,461	937	16,811	2010
8,512	972,800	1,078	36,488	2011
8,071	970,084	1,201	31,647	2012
8,917	1,091,238	1,467	35,956	2013
9,827	1,140,898	936	38,215	2014
11,135	1,125,033	940	55,499	2015

*Source: Lebanese Customs**

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

The Republic of Belarus: A major economic destination

Key Facts & Economic Profile

President of Belarus: Alexander Lukashenko (1994 - present)

Prime Minister of Belarus: Andrei Kobyakov (2014 - present)

Capital: Minsk – 1.959,8 million inhabitants

Total Land Area of Belarus: 207,600 km²

Population: 9.498,4 million (January 2016)

Ethnicity: Belarusian (83.7%); Russian (8.3%); Polish (3.1%); Ukrainian (1.7%); Jewish (0.1%)

Languages Spoken in Belarus: Belarusian and Russian

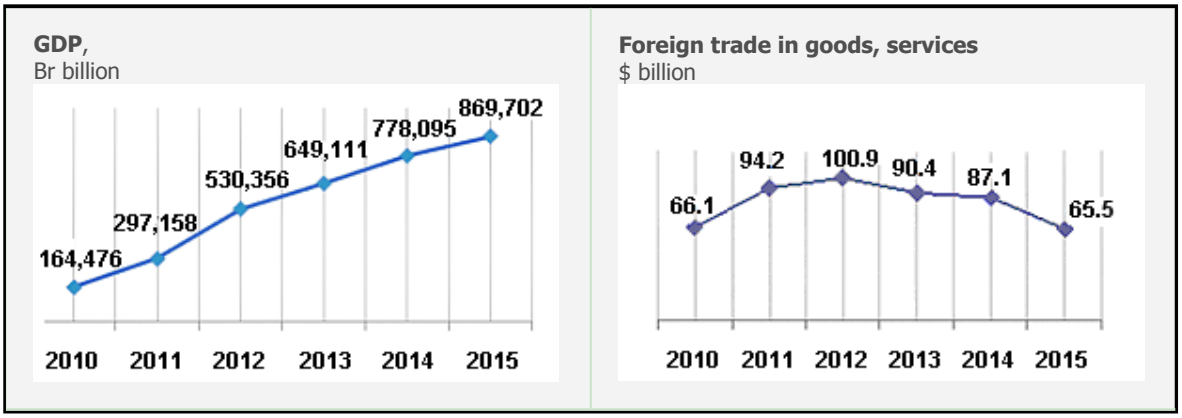
Currency of Belarus: Belarusian Ruble (BYN): 1 BYN = $ 0.5

Natural Resources: wood, peat, potash and rock salts, small oil and natural gas fields, granite, dolomite, limestone, clay, sand

Number of Employed People: 4.5 million (2015)

Unemployment in Belarus: 41.3 thousand unemployed (2015)

Main Economic Indicators:



GNP (2015): BYN 869702 billion ($ 54.61 billion)

Economy: A snapshot

The Republic of Belarus is an export-oriented state with a well-developed production sector, services sector and agriculture. It is one of the global leading exporters of freight vehicles, tractors, road construction and municipal equipment. One in ten wheeled tractors in the world is produced in Belarus.

Belarus accounts for 17% of the world's output of harvesters, 6% of wheeled tractors, about 6.4% of flax fibers and 1.6% of potatoes. The share of BelAZ rock haulers on the global market makes 30%. Belarusian dairy companies account for 1.4% of global milk production. The country accounts for 2.5% of the global export of dairy products and 4.6% of butter export.

Belarus is among CIS leaders in chemistry and petro-chemistry, agricultural and automobile construction, agriculture, light industry, individual branches of ICT industry. Belarus exports more IT services per capita than any other CIS state. Belarus has good prospects in the high-tech sector, namely in the production of optical and laser devices, and automated management systems.

Top 8 Belarusian Products

The top eight Belarusian products which account from 30% to 0.6% of the global market are as follows: freight vehicles, road and construction equipment; tractors and agricultural equipment;

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

refrigerators and household equipment; fertilizers; flax fibers; chemical fibers and threads; meat products; dairy products.

Trade Regimes

There are three types of trade regimes in the trade and economic relations with other countries: Free Trade Regime, Most-Favoured-Nation Regime (MFN), Preferential Regime (System of Preferences)

Free Trade Regime / Free Trade Zone

The free trade regime is carried out on a contractual basis between the states having a rather high level of trade, economic and political cooperation.

The free trade regime provides for the abolishment of customs tariffs and quantitative restrictions in bilateral trade. Extra sensitive products are exempted from the free trade regime.

The EAEU provides:

- free movement of goods, services, capital, workforce;
- a common customs territory of Belarus, Russia, Kazakhstan, Armenia and Kyrgyzstan with a single customs tariff;
- equal business conditions (including the costs of principal energy resources);
- single rules of technical regulation, single sanitary, veterinary, and phyto-sanitary norms;
- exemption of process equipment, raw materials imported to implement investment projects from import customs duties.

Trade relations (2015)

Belarus trades with 195 countries across the globe.

Foreign Trade in Goods

More than 50 percent of goods produced in the country are delivered for export.

Russian Federation is the main trade partner of the Republic of Belarus, it accounts for about 40 percent of export and more than a half of import.

The European Union is the second largest trade partner of the Republic of Belarus, it accounts for about 30 percent of export and one fifth of import.

Foreign Trade in Services

About 50 percent of the total Belarusian export of services makes up transport services, reflecting favorable geographical position of the Republic of Belarus.

Among the major export positions, there are IT and construction services.

The main trade partners of Belarus in export of service are Russia and the EU.

Free Economic Zones in Belarus

To provide various incentives and privileges to foreign investors, six Free Economic Zones were set up and function effectively in Belarus.

The below advantages make Belarus attractive for foreign investments:

1. Strategically advantageous location

Placing a business in Belarus enables companies to efficiently serve the most high-capacity and quick-growing target markets: EU countries (508 million consumers); Russia and other CIS countries (282 million consumers).

2. Direct access to the Eurasian Economic Union marker (EAEU - Belarus, Russia, Kazakhstan, Armenia and Kyrgyzstan)

3. Competitive investment and taxation conditions

In Belarus there are a number of preferential regimes for foreign companies. They include special beneficial business conditions in free economic areas (0% profit tax for 5 years; 10% VAT), High-Tech Park (0% profit tax for 15 years; 0% VAT), and the Industrial Park Great Stone (%0 profit tax for 10 years).

4. Developed transportation and logistics infrastructure

5. Unique privatization opportunities

Today, around 70% of industrial production falls within the governmental sector.

6. Highly qualified workforce

Belarus is the country of one of the most educated, highly qualified, and industrious peoples, with a well-developed system of professional training.

7. Decent living standards

According to the Human development index (HDI) published by the UN in 2015, Belarus occupied the 50th place (among 188) and became the renowned leader among all the CIS countries. Also, Belarus ranks 35th among 180 countries in Environmental Performance Index Ranking, which is annually published by Yale and Columbia Universities (USA) in collaboration with the World Economic Forum.

International Rankings

According to the World Bank report «Doing Business 2016», published in October 2015, Belarus occupies the 44th place among 189 countries.

Belarus and Lebanon Trade

($ millions)

Years	Turnover	Belarusian Export	Belarusian Import	Balance
2009	104,25	103,40	0,85	102,55
2010	72,40	71,17	1,23	69,94
2011	41,80	39,66	2,14	37,52
2012	13,84	12,10	1,74	10,36
2013	22,6	20,0	2,6	17,4
2014	5,1	2,2	2,9	-0,7
2015	2,1	0,6	1,5	-0,9
January-October 2016	16,4	0,2	16,2	-16,0

The share of export of Lebanese fruits and vegetables is 96.2% of the total Lebanese export to the Republic of Belarus.

Supplies of Belarusian wood products make up 41.8% of the total Belarusian export to Lebanon.

List of major Economic Websites of the Republic of Belarus

www.belarus.by – Official Website of the Republic of Belarus
www.export.by/en/ – Infosite of the Belarusian export support
www.ncmps.by – National Center of Marketing and Price Study
www.mfa.gov.by/en/foreign_trade Ministry of Foreign Affairs of Belarus' Detailed Information on Export Regulations
www.belarusfacts.by – Information Portal of Belarus
www.investinbelarus.by – National Agency for Investments and Privatization
www.cci.by Belarusian Chamber of Commerce and Industry
www.butb.by Belarusian Universal Commodity Exchange
www.park.by High Technologies Park
www.clinicsbel.by – State Operator of Medical Tourism
www.belarustourism.by – National Tourism Agency
www.minzdrav.gov.by/en/static/export-of-services Export Services by companies and institutions of the ministry of health
www.studyin.edu.by/en/main.aspx Education facilities for foreign citizens in Belarus

Need to learn all about FOOD SAFETY?

ATTEND OUR TRAINING

The Lebanese Food Safety Training Center, launched in the presence of Ministers of Health, Economy & Trade, Industry and Environment within the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon, provides training courses on food safety in collaboration with Boecker and GWR Consulting.
If you are working in kitchen of restaurants & hotels, food sections in supermarkets, or food industries, this training is certainly for you. It encompasses the following key topics:

- Definition of food safety
- Contamination risk
- Food poisoning and diseases transmitted through food
- Importance of personal hygiene
- Importance of pest control
- Cleaning and disinfection and differences between the two processes

To register, please fill out the application form available on the Chamber website:
www.ccib.org.lb
For further information, call 01-353390; Hotline 1314 Ext 115

LEBANESE FOOD SAFETY TRAINING CENTER

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Training Organizations

In collaboration with

Sponsored by

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Trade between Lebanon and China

- China ranked first amongst Lebanese imports in 2015, and imports from China accounted for 11.2 % of total Lebanese imports. On the other hand, Lebanese exports to China formed only 0.2 % of total Lebanese exports.

- Total trade exchange between Lebanon and China was equal to 2 billion and 84.3 million USD in 2015. Whereas the Lebanese trade balance with China has been negative (deficit) since 1993, the trade deficit reached a record high value of 2 billion and 471.5 million USD in 2014.

- Major Lebanese exports to China in 2015 included Copper and articles thereof (47%), Aluminum and articles thereof (19%), and Plastics and articles thereof (11%).

- Main Lebanese imports from China in 2015 were machinery (14%), Iron and steel (14%), and Electrical machinery and parts (12%).

TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON AND CHINA (in million U.S. $)

	EXPORTS	%	Rank	IMPORTS	%	Rank	TRADE BALANCE
2005	$26.0	1.4%	15	$734.4	7.9%	3	-708.4
2006	$45.6	2.0%	13	$751.6	8.0%	3	-706.0
2007	$57.8	2.1%	14	$1,018.0	8.6%	3	-960.2
2008	$55.6	1.6%	16	$1,391.4	8.6%	2	-1,335.8
2009	$32.3	0.9%	20	$1,439.7	8.9%	3	-1,407.4
2010	$50.0	1.2%	16	$1,637.9	9.1%	2	-1,587.9
2011	$43.6	1.0%	21	$1,624.1	8.1%	3	-1,580.5
2012	$31.3	0.7%	24	$1,772.2	8.3%	3	-1,740.9
2013	$29.0	0.7%	26	$2,282.6	10.8%	1	-2,253.6
2014	$12.4	0.4%	44	$2,483.9	12.1%	1	-2,471.5
2015	$9.9	0.3%	53	$2,074.4	11.5%	1	-2,064.5
2016*	$4.5	0.2%	58	$1,595.4	11.2%	1	-1,590.9

* First 9 months

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO CHINA IN 2015	Thousand $	%
74	Copper and articles thereof.	4,599	47%
76	Aluminum and articles thereof.	1,882	19%
39	Plastics and articles thereof.	1,059	11%
85	Electrical machinery and equipment and parts	666	7%
41	Raw hides and skins (other than fur skins), leather	470	5%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	315	3%
78	Lead and articles thereof.	288	3%
22	Beverages, spirits and vinegar.	120	1%
25	Salt; sulphur; earths and stone; lime and cement	113	1%
87	Vehicles other than railway or tramway	72	1%
	Other	285	2%
	Total	**9,869**	**100%**

HS Code	MAIN LEBANESE IMPORTS FROM CHINA IN 2015	Thousand $	%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	294,898	14%
72	Iron and steel.	294,870	14%
85	Electrical machinery and equipment and parts	258,304	12%
62	Clothing accessories, not knitted or crocheted	96,610	5%
39	Plastics and articles thereof.	90,445	4%
94	Furniture; bedding, mattresses, mattress supports	86,827	4%
61	Clothing accessories, knitted or crocheted	73,081	4%
95	Toys, games and sports requisites...	66,471	3%
73	Articles of iron or steel.	66,385	3%
64	Footwear, gaiters and the like	63,050	3%
	Other	683,445	34%
	Total	**2,074,386**	**100%**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures *in billion US$*

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015
10	Growth	2.80%	3.00%	2.00%	2.00%
11	GDP (in constant Prices 2010)	39.80	40.80	41.60	42.40
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	47.80	47.10
		2014	Sep.2015	2015	Sep.2016
20	CPI (CPI-CER Sep.2016=+2.02%)	-0.71%	-3.25%	-3.40%	1.18%
21	M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP	5.50	6.39	6.00	6.43
22	M2=M1+Other Deposits in LBP	48.67	51.53	52.15	54.15
23	M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities	117.64	1222.83	123.62	129.07
24	M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System	124.55	129.19	130.92	136.29
26	Banks Assets	175.64	181.28	186.00	198.01
27	Banks Deposits - Private Sector	147.63	149.06	155.00	158.09
28	Banks Loans - Private Sector	45.36	46.81	48.04	50.18
30	Balance of Payment	-1.41	-1.77	-3.35	0.55
31	Current Account	-12.95	-5.41	-8.15	*-2.36
32	Balance of Trade	-17.18	-10.99	-15.12	-12.27
33	Imports	20.49	13.22	18.07	14.24
34	Exports	3.31	2.23	2.95	1.97
		2012	2013	2014	2015
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	20.00%	20.00%	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	4.13 Mn	4.18 Mn	4.23 Mn	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.82 Mn	2.85 Mn	2.88 Mn	2.91 Mn
		2014	Aug.2015	2015	Aug.2016
51	State Budget Deficit	-3.07	-1.99	-3.95	-2.53
52	Budget Revenues	10.88	6.60	9.58	6.87
53	Budget Expenditures	13.95	8.59	13.53	9.40
54	Public Debt	66.57	68.71	70.31	74.7
55	Debt Service	4.19	2.64	4.46	2.81
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	1.31	0.79	0.72	0.40

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56) ,World Bank (10)
** Till March 2016*

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI increase 1.18 % in September 2016 compared to the end of 2015. The CPI had decreased by -3.25% in September 2015 compared to the end of 2014.

• Balance of Payments

In the first 9 months of 2016, the surplus in balance of payments reached 555 million USD compared to a deficit of only -1.77 billion USD in the same period of 2015.This is due financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon

• Trade Balance

The trade deficit reached -12.27 billion USD in the first 9 months of 2016, compared to -10.99 billion USD during the same period of 2015. Exports decreased by -11.7 % in the first 9 months of 2016 compared to the same period of 2015, while imports increased by 7.7 %. This led to an increase of 11.6 % in the deficit of trade balance.

• Public Finance

In the first 8 months of 2016, public expenditures increased by 9.4 % compared to the same period of 2015, while revenues increased by 4.1%. Hence, the budget deficit rose by 27.1 %. Primary deficit reached 405 million USD In the first 8 months of 2016, an decrease of -49.4 % from 794 million USD in the first 8 months of 2015. This was caused by the increase of debt service by 6.4 % and increase of public revenues by 4.1%, in addition to the increase of public expenditures by 9.4 %. Repayments of foreign debt principal decreased by -9.4 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
0.40 $ billion = 6.87 $ billion – (9.40 $ billion – 2.81 $ billion – 0.12 $ billion)

• Public Debt

Public debt increased from 68.7 billion USD to 74.4 billion USD between August 2015 and August 2016 - an increase of 8.3 % over one year.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

VOLKOVYSK MEAT PROCESSING PLANT
Activity: Meat
Location: Republic of Belarus
Phone: 00963 944 221 004
Email: olga_s2003@mail.ru, ved@volmk.by, volmeat@tut.by
Website: www.volmk.by/en

MOGILEV "STROMMASHINA" PLANT
Activity: Equipment for Manufacturing Building Materials
Location: Republic of Belarus
Phone: 00963 944 221 004
Email: trommashina@mail.ru
Website: www.strommashina.mogilev.by/en

PLANT SANTEX
Activity: Devices for stopping wheeled vehicles, steel reservoirs
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 29 6766359-Mr. Yagor Nikitin
Email: zakazsantex@gmail.com / info@santex.by

NATIONAL CENTRE FOR MARKETING AND PRICE STUDY OF THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF BELARUS
Activity: Exhibitions and Business Congresses
Location: Republic of Belarus
Phone: 00375 (17) 226 81 02, 203 57 86.
Email: ncm@icetrade.by, market@icetrade.by
Website: www.icetrade.by, www.ncmps.by, www.export.by, www.goszakupki.by.

POLOTSK DAIRY PLANT
Activity: Dairy Products
Location: Republic of Belarus
Phone: 00963 944 221 004
Email: polotskmk.ved@mail.ru

BOBRUISK PLANT OF TRACTOR PARTS AND UNITS
Activity: Small-Capacity Tractors and Utility Vehicles
Location: Republic of Belarus
Phone: 963 944 221 004
Email: market@bztda.com, markettda@mail.ru, 80291566651@mail.ru, tdatractor@gmail.com
Website: www.bztda.com/en

GRODNOMY ASOMOLPROM
Activity: Meat and Dairy
Location: Republic of Belarus
Phone: 00963 944 221 004
Email: info@grodnommp.by
Website: http://en.grodnommp.by

ENERGOPIGISI
Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00302104514892
Email: info@energopiisi.gr
Website: www. energopiisi.gr

SUPERALLOYS ENGINEERING
Activity: Maintenance & Construction
Location: Greece
Phone / Fax: 00302310789125
Email: Nikos.dellis@superalloys-eng.com
Website: www.superalloys-eng.com

LADOLEA
Activity: Olive Oil
Location: Greece
Phone: 00302106777570
Fax: 00306937118031
Email: info@ladolea.gr
Website: www. ladolea.gr

CRETAN MOUNTAINS SKOULA EIIE
Activity: Olives, Olive Oil & Honey
Location: Greece
Phone: 00302818108000
Fax: 00302130116696
Email: info@xilouris-oliveoil.co.uk
Website: www. xilouris-oliveoil.co.uk

HUANYI PRECISION MANUFACTURING CO.,LTD
Activity: CNC Machining Manufacturer
Location: China
Phone: 0086 769 87897500
Fax: 0086 769 87897501
Email: cncservice@vip.126.com

FUJIAN FUAN MINDONG YANAN ELECTRICAL MACHINE CO., LTD.
Activity: Systematic Power Solution
Location: China
Phone: 008605932589777
Fax: 008605932589778
Email: sales@yanan-motor.com
Website: www.yanan-motor.com
Electrical Machinery Co., Ltd.
Activity: Manufacturers of Machinery
Location: China
Phone: 008613736652523
Fax: 008657686479591
Email: michael@jialile.net
Website: www. jialile.net

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

INDIA PHARMA & INDIA MEDICAL DEVICE2017

Industry: Pharmaceutical

Location: Bengaluru, Karnataka

Date: 09 – 11 February 2017

Website: http://www.indiapharmaexpo.in and http://www.indiamediexpo.in

AMBIENTE: LEADING INTERNATIONAL TRADE FAIR FOR CONSUMER GOODS

Industry: Consumer Goods

Location: Frankfurt, Germany

Date: 10 – 14 February 2017

Phone: 00971 4 38 94 503

Fax: 00971 4 35 85 511

Mobile: 00971 50 65 53 980

Email: mary.ann.romano@uae.messefrankfurt.com

Website: www.messefrankfurtme.com

KUWAIT EXPO FOR KNOWLEDGE TRANSFER

Industry: Knowledge Transfer across SMEs

Location: Kuwait

Venue: Kuwait International Fair,

Date: 20 – 22 February 2017

Phone: 00965 · 22571326 Ext · 203 / 202

Website: www.kuwaitkt.com

18TH EDITION: DELHI / THE KOLKATA, DEBUT EDITION

Industry: Textile & Fashion

Location: India

Venue: Pragati Maidan – Delhi / Milan Mela Complex · Kolkata

Date: 21 – 24 February / 26 – 28 February 2017

Phone: 00911123378934

Mobile: 0091 8826940213

Email: bkgarg.itpo@gmail.com/ itpocal@cal3.vsnl.net.in

Website: http://www.indiatradefair.com/tex-sylesindia

28TH MODEKO IZMIR FURNITURE FAIR

Industry: Furniture

Location: Izmir · Turkey

Date: 01 – 05 March 2017

Phone: 00905314063839

Email: alkaramcompany@gmail.com

AGRICULTURE AND AGRICULTURAL MECHANIZATION EXHIBITION

Industry: Agriculture

Location: Baghdad · Iraq

Date: 14 – 21 March 2017

Phone: 009647712782919

Email: Eng.shahual@yahoo.com

9TH ALL AFRICA LEATHER FAIR

Industry: Leather

Location: Addis Ababa · Ethiopia

Date: 17 – 19 March 2017

Phone: 00251115156144

Email: Elia.aalf@gmail.com / elia@elia.org.et

Website: www.elia.org.et

PAN AFRICAN HEALTH TOURISM CONGRESS BUSINESS OPPORTUNITY FAIR & EXHIBITION

Industry: Health Tourism

Location: KwaZulu · Natal South Africa

Venue: uMfolozi Hotel Casino and Convention Resort

Date: 29 – 31 March 2017

Phone: 0027110407351

Website: www.panafricanhealthtourismcongress.com

BREST 2017

Industry: B2B Trade

Location: Brest · Belarus

Date: 27 · 28 April 2017

Phone: 00375162208080

Email: ved@ccibrest.by

Website: http://ccibrest.by

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

CONFERENCES

CLUSTER DEVELOPMENT EXECUTIVES-CDES

Scope: Training Program on SME Cluster Development
Location: India
Phone: 00917923969153, 23969163
Fax: 00917923969164
Date: 09 January – 17 February 2017
Website: http://www.ediindia.org/download/program/12.pdf

5TH ANNUAL BOARD OF DIRECTORS

Scope: Business Development
Location: Dubai - UAE
Date: 06 – 07 February 2017
Phone: 00603 2723 6611
Email: SafiyaR@marcusevanskl.com

3RD EDITIONS OF THE BUYER SELLER MEET FOR CERAMIC PRODUCTS

Scope: Ceramic Products
Location: Ahmadabad and Morbi, Gujarat - India
Date: 07 – 09 February 2017
Phone: 00332289172/22/23/25
Fax: 003322891724
Email: capexil@capexil.com
Website: www.capexil.com

INDIA PHARMA 2017 / INDIA MEDICAL DEVICE 2017

Scope: Medical
Location: Bengaluru, Karnataka – India
Venue: Bangalore International Exhibition Center
Date: 09 – 11 February 2017
Phone: 00911123487494
Fax: 00911123359734
Email: kamal.bhardwaj@ficci.com
Website: www.indiamediaexpo.in

GLOBAL INVESTORS SUMMIT (GIS) 2017

Scope: Industrial Investment
Location: Jharkhand - India
Venue: Ranchi
Date: 16 – 17 February 2017
Phone: 00916512491844
Fax: 00916512491884
Email: jhr-doi@nic.in.
Website: www.momentum-jharkhand.com

ESSENTIALS OF PERFORMANCE MANAGEMENT & MANPOWER DEVELOPMENT WORKSHOP

Scope: Management
Location: Dubai - United Arab Emirates
Venue: Movenpick Hotel- Jumeirah Lakes Towers
Date: 19 - 23 February 2017
Phone: 0027(011) 794 2151
Email: info@hundfold.co.za

ICEGOV 2017 - THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THEORY AND PRACTICE OF ELECTRONIC GOVERNANCE

Scope: Knowledge & Digital Empowerment
Location: New Delhi - India
Date: 07 - 09 March 2017
Email: cegov@icegov.org
Website: www.icegov.org

CRANS MONTANA FORUM ON AFRICA AND SOUTH-SOUTH COOPERATION

Scope: Global
Location: Dakhla - Morocco
Date: 16 - 21 March 2017
Email: info@montana30.org
Phone: 0037797707000
Website: www.cmf.ch

THE CALL CENTRE MANAGEMENT CONFERENCE FOR CALL CENTRE MANAGERS, SUPERVISORS & AGENTS

Scope: Management
Location: Johannesburg - South Africa
Venue: The Capital 20 West Hotel
Date: 20 - 24 March 2017
Email: abelc@coglobal.co.za
Phone: 0027 (011) 056 2544

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur:
www.ccib.org.lb

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

بيت الإقتصاد اللبناني

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

www.ccib.org.lb